

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2003 — 1576 [C — 2003/15008]

17 DECEMBRE 2002. — Loi portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux Annexes I^{er} et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux Annexes I^{er} et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998, sortiront leur plein et entier effet.

Les amendements aux annexes de la Convention, qui seront adoptés en application de l'article 14 de la Convention, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

L. MICHEL

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session 2001-2002.*

Sénat.

Documents.

Projet de loi déposé le 8 juillet 2002, n° 2-1235/1.

Rapport, n° 2-1235/2.

Annales parlementaires.

Discussion, séance du 18 juillet 2002.

Vote, séance du 18 juillet 2002.

Chambre.

Documents.

Projet transmis par le Sénat, n° 50-1971/1.

Texte adopté en séance plénière et soumis à la Sanction royale, n° 50-1971/3.

Annales parlementaires.

Discussion, séance du 10 octobre 2002.

Vote, séance du 10 octobre 2002.

(2) Voir le Décret de la Communauté flamande du 6 décembre 2002 (*Moniteur belge* du 7 janvier 2003), le Décret de la Région wallonne du 13 juin 2002 (*Moniteur belge* du 3 juillet 2002), l'Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 7 novembre 2002 (*Moniteur belge* du 22 novembre 2002).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2003 — 1576 [C — 2003/15008]

17 DECEMBER 2002. — Wet houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998, zullen volkomen gevolg hebben.

De wijzigingen van de bijlagen bij het Verdrag, die met toepassing van artikel 14 van het Verdrag aangenomen worden, zonder dat België zich tegen de aanneming verzet, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

L. MICHEL

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Leefmilieu,

J. TAVERNIER

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Zitting 2001-2002.*

Senaat.

Documenten.

Ontwerp van wet ingediend op 8 juli 2002, nr. 2-1235/1.

Verslag, nr. 2-1235/2.

Parlementaire Handelingen.

Bespreking, vergadering van 18 juli 2002.

Stemming, vergadering van 18 juli 2002.

Kamer.

Documenten.

Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 50-1971/1.

Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 50-1971/3.

Parlementaire Handelingen.

Bespreking, vergadering van 10 oktober 2002.

Stemming, vergadering van 10 oktober 2002.

(2) Zie Decreet van het Vlaams Gewest van 6 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 7 januari 2003), Decreet van het Waalse Gewest van 13 januari 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 3 juli 2002), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 november 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 22 november 2002).

Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Les Parties à la présente Convention,

Rappelant le premier principe de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement humain,

Rappelant aussi le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

Rappelant en outre les résolutions de l'Assemblée générale 37/7 du 28 octobre 1982 relative à la Charte mondiale de la nature et 45/94 du 14 décembre 1990 relative à la nécessité d'assurer un environnement salubre pour le bien-être de chacun,

Rappelant également la Charte européenne sur l'environnement et la santé adoptée à la Première Conférence européenne sur l'environnement et la santé qui s'est tenue sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé à Francfort-sur-le-Main (Allemagne) le 8 décembre 1989,

Affirmant la nécessité de protéger, de préserver et d'améliorer l'état de l'environnement et d'assurer un développement durable et écologiquement rationnel,

Reconnaissant qu'une protection adéquate de l'environnement est essentielle au bien-être de l'homme ainsi qu'à la jouissance des droits fondamentaux, y compris du droit à la vie lui-même,

Reconnaissant également que chacun a le droit de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être et le devoir, tant individuellement qu'en association avec d'autres, de protéger et d'améliorer l'environnement dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Considérant qu'afin d'être en mesure de faire valoir ce droit et de s'acquitter de ce devoir, les citoyens doivent avoir accès à l'information, être habilités à participer au processus décisionnel et avoir accès à la justice en matière d'environnement, étant entendu qu'ils peuvent avoir besoin d'une assistance pour exercer leurs droits,

Reconnaissant que, dans le domaine de l'environnement, un meilleur accès à l'information et la participation accrue du public au processus décisionnel permettent de prendre de meilleures décisions et de les appliquer plus efficacement, contribuent à sensibiliser le public aux problèmes environnementaux, lui donnent la possibilité d'exprimer ses préoccupations et aident les autorités publiques à tenir dûment compte de celles-ci,

Cherchant par là à favoriser le respect du principe de l'obligation redditionnelle et la transparence du processus décisionnel et à assurer un appui accru du public aux décisions prises dans le domaine de l'environnement,

Reconnaissant qu'il est souhaitable que la transparence règne dans toutes les branches de l'administration publique et invitant les organes législatifs à appliquer les principes de la présente Convention dans leurs travaux,

Reconnaissant également que le public doit avoir connaissance des procédures de participation au processus décisionnel en matière d'environnement, y avoir librement accès et savoir comment les utiliser,

Reconnaissant en outre le rôle important que les citoyens, les organisations non gouvernementales et le secteur privé peuvent jouer dans le domaine de la protection de l'environnement,

Désireuses de promouvoir l'éducation écologique afin de faire mieux comprendre ce que sont l'environnement et le développement durable et d'encourager le grand public à être attentif aux décisions qui ont des incidences sur l'environnement et le développement durable et à participer à ces décisions,

Notant, à cet égard, qu'il est important de recourir aux médias ainsi qu'aux modes de communication électroniques et aux autres modes de communication qui apparaîtront dans l'avenir,

Reconnaissant qu'il est important que les gouvernements tiennent pleinement compte dans leur processus décisionnel des considérations liées à l'environnement et que les autorités publiques doivent donc disposer d'informations exactes, détaillées et à jour sur l'environnement,

Sachant que les autorités publiques détiennent des informations relatives à l'environnement dans l'intérêt général,

Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden

De Partijen bij dit Verdrag,

Herinnerend aan beginsel 1 van de Verklaring van Stockholm inzake het menselijk leefmilieu,

Tevens herinnerend aan beginsel 10 van de Verklaring van Rio inzake milieu en ontwikkeling,

Voorts herinnerend aan de resoluties van de Algemene Vergadering 37/7 van 28 oktober 1982 inzake het Wereldnatuurhandvest en 45/94 van 14 december 1990 inzake de noodzaak een gezond milieu te waarborgen voor het welzijn van individuen,

Herinnerend aan het Europees Handvest inzake milieu en gezondheid aangenomen op het Eerste Europese Conferentie inzake milieu en gezondheid van de Wereldgezondheidsorganisatie in Frankfurt-am-Main, Duitsland, op 8 december 1989,

Bevestigend de noodzaak de toestand van het milieu te beschermen, in stand te houden en te verbeteren en een duurzame en milieuhygiënisch verantwoorde ontwikkeling te waarborgen,

Erkennend dat adequate bescherming van het milieu van wezenlijk belang is voor het welzijn van de mens en het genot van de fundamentele mensenrechten, waaronder het recht op leven zelf,

Tevens erkennend dat een ieder het recht heeft te leven in een milieu dat passend is voor zijn of haar gezondheid en welzijn en de plicht heeft, zowel individueel als tezamen met anderen, het milieu te beschermen en te verbeteren in het belang van de huidige en toekomstige generaties,

Overwegend dat, om dit recht te kunnen doen gelden en deze plicht te kunnen vervullen, burgers toegang tot informatie, recht op inspraak in de besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden moeten hebben, en in dit verband erkennend dat burgers bijstand nodig kunnen hebben om hun rechten uit te oefenen,

Erkennend dat, op milieugebied, een verbeterde toegang tot informatie alsmede inspraak in besluitvorming de kwaliteit en de uitvoering van besluiten verbeteren, bijdragen tot de bewustheid bij het publiek van milieuvraagstukken, het publiek de gelegenheid bieden om zijn bezorgdheid te uiten en bestuursorganen in staat stellen naar behoren rekening te houden met deze bezorgdheid,

Aldus beogend de verantwoording en transparantie van de besluitvorming te bevorderen en de publieke steun voor besluiten over het milieu te versterken,

Erkennend dat transparantie in alle geledingen van de overheid gewenst is, en wetgevende lichamen uitnodigend de beginselen van dit Verdrag in hun handelingen ten uitvoer te brengen,

Tevens erkennend dat het publiek bekend dient te zijn met de procedures voor inspraak in besluitvorming op milieugebied, er vrije toegang toe dient te hebben en dient te weten hoe deze te gebruiken,

Voorts het belang erkennend van de onderscheiden rollen die individuele burgers, niet-gouvernementele organisaties en de particuliere sector kunnen spelen in het beschermen van het milieu,

Geleid door de wens milieueducatie te stimuleren ter bevordering van het begrip van het milieu en duurzame ontwikkeling en bij het publiek een wijdverbreide bewustheid van, en inspraak aan te moedigen in, besluiten die invloed hebben op het milieu en die duurzame ontwikkeling beïnvloeden,

Gelet op, in dit verband, het belang van gebruiksmaking van de media en van elektronische of andere, toekomstige vormen van communicatie,

Het belang erkennend van geheel in besluitvorming van de overheid geïntegreerde milieuoverwegingen en derhalve van de noodzaak voor bestuursorganen te beschikken over nauwkeurige, uitvoerige en actuele milieu-informatie,

Erkennend dat bestuursorganen milieu-informatie bezitten in het openbaar belang,

Souhaitant que le public, y compris les organisations, aient accès à des mécanismes judiciaires efficaces afin que leurs intérêts légitimes soient protégés et la loi respectée,

Notant qu'il est important d'informer convenablement les consommateurs sur les produits pour leur permettre de faire des choix écologiques en toute connaissance de cause,

Conscientes de l'inquiétude du public au sujet de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et de la nécessité d'accroître la transparence et de renforcer la participation du public au processus décisionnel dans ce domaine,

Convaincues que l'application de la présente Convention contribuera à renforcer la démocratie dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE),

Conscientes du rôle joué à cet égard par la CEE et rappelant, notamment, les directives de la CEE pour l'accès à l'information sur l'environnement et la participation du public à la prise de décisions en matière d'environnement, approuvées dans la Déclaration ministérielle adoptée à la troisième Conférence ministérielle sur le thème « Un environnement pour l'Europe » à Sofia (Bulgarie) le 25 octobre 1995,

Tenant compte des dispositions pertinentes de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adoptée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, ainsi que de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptées l'une et l'autre à Helsinki le 17 mars 1992 et d'autres conventions régionales,

Sachant que l'adoption de la présente Convention ne pourra que contribuer au renforcement du processus « Un environnement pour l'Europe » et au succès de la quatrième Conférence ministérielle qui se tiendra à Aarhus (Danemark) en juin 1998,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Afin de contribuer à protéger le droit de chacun, dans les générations présentes et futures, de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être, chaque Partie garantit les droits d'accès à l'information sur l'environnement, de participation du public au processus décisionnel et d'accès à la justice en matière d'environnement conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention,

1. Le terme « Partie » désigne, sauf indication contraire, une Partie contractante à la présente Convention.

2. L'expression « autorité publique » désigne :

a) l'administration publique à l'échelon national ou régional ou à un autre niveau;

b) les personnes physiques ou morales qui exercent, en vertu du droit interne, des fonctions administratives publiques, y compris des tâches, activités ou services particuliers en rapport avec l'environnement;

c) toute autre personne physique ou morale assumant des responsabilités ou des fonctions publiques ou fournissant des services publics en rapport avec l'environnement sous l'autorité d'un organe ou d'une personne entrant dans les catégories visées aux alinéas a) et b) ci-dessus;

d) les institutions de toute organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 17 qui est Partie à la présente Convention.

La présente définition n'englobe pas les organes ou institutions agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ou législatifs.

Geleid door de wens het publiek, met inbegrip van organisaties, toegang te geven tot doelmatige mechanismen van rechtspraak, opdat zijn rechtmatige belangen worden beschermd en het recht wordt toegepast,

Gelet op het belang dat adequate productinformatie wordt verstrekt aan consumenten, om hen in staat te stellen weloverwogen milieukeuzes te maken,

Erkennend de bezorgdheid van het publiek over de doelbewuste introductie in het milieu van genetisch gemodificeerde organismen en de noodzaak van grotere transparantie en meer inspraak in de besluitvorming op dit gebied,

Overtuigd dat de uitvoering van dit Verdrag zal bijdragen tot het versterken van de democratie in de regio van de Economische Commissie voor Europa (ECE) van de Verenigde Naties,

Zich bewust van de rol die de ECE in dit opzicht heeft gespeeld en herinnerend aan, onder meer, de richtsnoeren van de ECE inzake de toegang tot de milieu-informatie en inspraak in milieubesluitvorming, bekrachtigend in de Ministeriële Verklaring aangenomen op de Derde Ministeriële Conferentie « Milieu voor Europa » in Sofia, Bulgarije, op 25 oktober 1995,

Indachtig de relevante bepalingen van het Verdrag inzake milieufectrapportage in grensoverschrijdend verband, tot stand gekomen te Espoo, Finland, op 25 februari 1991, en het Verdrag inzake de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen en het Verdrag inzake de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren, beide tot stand gekomen te Helsinki op 17 maart 1992, en andere regionale verdragen,

Zich ervan bewust dat het aannemen van dit Verdrag een bijdrage zal vormen aan het verder versterken van het proces « Milieu voor Europa » en aan de resultaten van de Vierde Ministeriële Conferentie in Aarhus, Denemarken, in juni 1998,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Doel

Om bij te dragen aan de bescherming van het recht van elke persoon van de huidige en toekomstige generaties om te leven in een milieu dat passend is voor zijn of haar gezondheid en welzijn, waarborgt elke Partij de rechten op toegang tot informatie, inspraak in de besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag.

Artikel 2

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag,

1. Wordt onder « Partij » verstaan, tenzij uit de tekst anders blijkt, een Verdragsluitende Partij bij dit Verdrag;

2. Wordt onder « overheidsinstantie » verstaan :

a) overheid op nationaal, regionaal of ander niveau;

b) natuurlijke of rechtspersonen die openbare bestuursfuncties naar nationaal recht vervullen, met inbegrip van specifieke taken, activiteiten of diensten met betrekking tot het milieu;

c) alle andere natuurlijke of rechtspersonen die openbare verantwoordelijkheden of functies hebben, of openbare diensten verlenen, met betrekking tot het milieu, onder toezicht van een orgaan of persoon vallend onder de bovenstaande onderdelen a. of b.;

d) de instellingen van elke regionale organisatie voor economische integratie bedoeld in artikel 17 die Partij is bij dit Verdrag.

Deze begripsomschrijving omvat geen organen of instellingen die optreden in een rechterlijke of wetgevende hoedanigheid;

3. L'expression « information(s) sur l'environnement » désigne toute information disponible sous forme écrite, visuelle, orale ou électronique ou sous toute autre forme matérielle, et portant sur :

a) l'état d'éléments de l'environnement tels que l'air et l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, le paysage et les sites naturels, la diversité biologique et ses composantes, y compris les organismes génétiquement modifiés, et l'interaction entre ces éléments;

b) des facteurs tels que les substances, l'énergie, le bruit et les rayonnements et des activités ou mesures, y compris des mesures administratives, des accords relatifs à l'environnement, des politiques, lois, plans et programmes qui ont, ou risquent d'avoir, des incidences sur les éléments de l'environnement relevant de l'alinéa a) ci-dessus et l'analyse coût-avantages et les autres analyses et hypothèses économiques utilisées dans le processus décisionnel en matière d'environnement;

c) l'état de santé de l'homme, sa sécurité et ses conditions de vie ainsi que l'état des sites culturels et des constructions dans la mesure où ils sont, ou risquent d'être, altérés par l'état des éléments de l'environnement ou, par l'intermédiaire de ces éléments, par les facteurs, activités ou mesures visés à l'alinéa b) ci-dessus.

4. Le terme « public » désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou à la coutume du pays, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes.

5. L'expression « public concerné » désigne le public qui est touché ou qui risque d'être touché par les décisions prises en matière d'environnement ou qui a un intérêt à faire valoir à l'égard du processus décisionnel; aux fins de la présente définition, les organisations non gouvernementales qui oeuvrent en faveur de la protection de l'environnement et qui remplissent les conditions pouvant être requises en droit interne sont réputées avoir un intérêt.

Article 3

Dispositions générales

1. Chaque Partie prend les mesures législatives, réglementaires ou autres nécessaires, y compris des mesures visant à assurer la compatibilité des dispositions donnant effet aux dispositions de la présente Convention relatives à l'information, à la participation du public et à l'accès à la justice, ainsi que des mesures d'exécution appropriées, dans le but de mettre en place et de maintenir un cadre précis, transparent et cohérent aux fins de l'application des dispositions de la présente Convention.

2. Chaque Partie tâche de faire en sorte que les fonctionnaires et les autorités aident le public et lui donnent des conseils pour lui permettre d'avoir accès à l'information, de participer plus facilement au processus décisionnel et de saisir la justice en matière d'environnement.

3. Chaque Partie favorise l'éducation écologique du public et sensibilise celui-ci aux problèmes environnementaux afin notamment qu'il sache comment procéder pour avoir accès à l'information, participer au processus décisionnel et saisir la justice en matière d'environnement.

4. Chaque Partie accorde la reconnaissance et l'appui voulus aux associations, organisations ou groupes qui ont pour objectif la protection de l'environnement et fait en sorte que son système juridique national soit compatible avec cette obligation.

5. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au droit des Parties de continuer d'appliquer ou d'adopter, à la place des mesures prévues par la présente Convention, des mesures assurant un accès plus large à l'information, une participation accrue du public au processus décisionnel et un accès plus large à la justice en matière d'environnement.

6. Rien dans la présente Convention n'oblige à déroger aux droits existants concernant l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

7. Chaque Partie oeuvre en faveur de l'application des principes énoncés dans la présente Convention dans les processus décisionnels internationaux touchant l'environnement ainsi que dans le cadre des organisations internationales lorsqu'il y est question d'environnement.

8. Chaque Partie veille à ce que les personnes qui exercent leurs droits conformément aux dispositions de la présente Convention ne soient en aucune façon pénalisées, persécutées ou soumises à des mesures vexatoires en raison de leur action. La présente disposition ne porte nullement atteinte au pouvoir des tribunaux nationaux d'accorder des dépens d'un montant raisonnable à l'issue d'une procédure judiciaire.

3. Wordt onder « milieu-informatie » verstaan alle informatie in geschreven, visuele, auditieve, elektronische of enige andere materiële vorm over :

a) de toestand van elementen van het milieu, zoals lucht en atmosfeer, water, bodem, land, landschappen en natuurgebieden, biologische diversiteit en componenten daarvan, met inbegrip van genetisch gemodificeerde organismen, en de interactie tussen deze elementen;

b) factoren, zoals stoffen, energie, geluid en straling, en activiteiten of maatregelen, met inbegrip van bestuurlijke maatregelen, milieuakkoorden, beleid, wetgeving, plannen en programma's die de elementen van het milieu aantasten of waarschijnlijk aantasten binnen het toepassingsgebied van het voorgaande onderdeel a), en kosten-baten en andere economische analyses en veronderstellingen gebruikt in milieubesluitvorming;

c) de toestand van de menselijke gezondheid en veiligheid, de menselijke levensomstandigheden, cultureel waardevolle gebieden en bouwwerken, voorzover deze worden of kunnen worden aangetast door de toestand van de elementen van het milieu of, via deze elementen, door de factoren, activiteiten of maatregelen bedoeld in het voorgaande onderdeel b);

4. Wordt onder « het publiek » verstaan één of meer natuurlijke of rechtspersonen en, in overeenstemming met nationale wetgeving of praktijk, hun verenigingen, organisaties of groepen;

5. Wordt onder « het betrokken publiek » verstaan het publiek dat gevolgen ondervindt, of waarschijnlijk ondervindt van, of belanghebbende is bij, milieubesluitvorming; voor de toepassing van deze omschrijving worden niet-gouvernementele organisaties die zich inzetten voor milieubescherming en voldoen aan de eisen van nationaal recht geacht belanghebbende te zijn.

Artikel 3

Algemene bepalingen

1. Elke Partij neemt de noodzakelijke wet- en regelgevende en andere maatregelen, met inbegrip van maatregelen om verenigbaarheid te bewerkstelligen tussen de bepalingen ter uitvoering van de bepalingen in dit Verdrag betreffende informatie, inspraak en toegang tot de rechter, alsmede passende handhavingsmaatregelen, voor het instellen en in standhouden van een duidelijk, transparant en samenhangend kader voor het uitvoeren van de bepalingen van dit Verdrag.

2. Elke Partij streeft ernaar te waarborgen dat overheidsfunctionarissen en overheidsinstanties het publiek bijstaan en begeleiden bij het verkrijgen van toegang tot informatie, het vergemakkelijken van inspraak in besluitvorming en het verkrijgen van toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden.

3. Elke Partij bevordert milieueducatie en milieubewustzijn onder het publiek, in het bijzonder omtrent het verkrijgen van toegang tot informatie, omtrent inspraak in besluitvorming en omtrent het verkrijgen van toegang tot de rechter in milieuaangelegenheden.

4. Elke Partij voorziet in passende erkenning van en steun aan verenigingen, organisaties of groepen die milieubescherming bevorderen en waarborgt dat haar nationale rechtstelsel strookt met deze verplichting.

5. De bepalingen van dit Verdrag laten onverlet het recht van een Partij maatregelen te handhaven of in te stellen die voorzien in een ruimere toegang tot informatie, uitgebreidere inspraak in besluitvorming en ruimere toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden dan vereist door dit Verdrag.

6. Dit Verdrag verplicht niet tot het afwijken van bestaande rechten op toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden.

7. Elke Partij bevordert de toepassing van de beginselen van dit Verdrag bij internationale besluitvormingsprocessen aangaande het milieu en binnen het kader van internationale organisaties in aangelegenheden verband houdend met het milieu.

8. Elke Partij waarborgt dat personen die hun rechten uitoefenen overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag niet worden gestraft, vervolgd of op enige wijze gehinderd wegens hun betrokkenheid. Deze bepaling laat onverlet de bevoegdheden van de nationale rechter om in een rechtsgeding redelijk kosten toe te wijzen.

9. Dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes de la présente Convention, le public a accès à l'information, il a la possibilité de participer au processus décisionnel et a accès à la justice en matière d'environnement sans discrimination fondée sur la citoyenneté, la nationalité ou le domicile et, dans le cas d'une personne morale, sans discrimination concernant le lieu où elle a son siège officiel ou un véritable centre d'activités.

Article 4

Accès à l'information sur l'environnement

1. Chaque Partie fait en sorte que, sous réserve des paragraphes suivants du présent article. Les autorités publiques mettent à la disposition du public, dans le cadre de leur législation nationale, les informations sur l'environnement qui leur sont demandées, y compris, si la demande leur en est faite et sous réserve de l'alinéa *b)* ci-après, des copies des documents dans lesquels ces informations se trouvent effectivement consignées, que ces documents renferment ou non d'autres informations :

- a) sans que le public ait à faire valoir un intérêt particulier;
- b) sous la forme demandée à moins :
 - i) qu'il soit raisonnable pour l'autorité publique de communiquer les informations en question sous une autre forme, auquel cas les raisons de ce choix devront être indiquées; ou
 - ii) que les informations en question aient déjà été rendues publiques sous une autre forme.

2. Les informations sur l'environnement visées au paragraphe 1^{er} ci-dessus sont mises à la disposition du public aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande a été soumise, à moins que le volume et la complexité des éléments d'information demandés ne justifient une prorogation de ce délai, qui pourra être porté au maximum à deux mois. L'auteur de la demande est informé de toute prorogation du délai et des motifs qui la justifient.

3. Une demande d'informations sur l'environnement peut être refusée si :

- a) l'autorité publique à laquelle la demande est adressée n'est pas en possession des informations demandées;
- b) la demande est manifestement abusive ou formulée en termes trop généraux; ou
- c) la demande porte sur des documents qui sont en cours d'élaboration ou concerne des communications internes des autorités publiques à condition que cette exception soit prévue par le droit interne ou la coutume, compte tenu de l'intérêt que la divulgation des informations demandées présenterait pour le public.

4. Une demande d'informations sur l'environnement peut être rejetée au cas où la divulgation de ces informations aurait des incidences défavorables sur :

- a) le secret des délibérations des autorités publiques, lorsque ce secret est prévu par le droit interne;
- b) les relations internationales, la défense nationale ou la sécurité publique;
- c) la bonne marche de la justice, la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou la capacité d'une autorité publique d'effectuer une enquête d'ordre pénal ou disciplinaire;
- d) le secret commercial et industriel lorsque ce secret est protégé par la loi afin de défendre un intérêt économique légitime. Dans ce cadre, les informations sur les émissions qui sont pertinentes pour la protection de l'environnement doivent être divulguées;
- e) les droits de propriété intellectuelle;
- f) le caractère confidentiel des données et/ou des dossiers personnels concernant une personne physique si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public, lorsque le caractère confidentiel de ce type d'information est prévu par le droit interne;
- g) les intérêts d'un tiers qui a fourni les informations demandées sans y être contraint par la loi ou sans que la loi puisse l'y contraindre et qui ne consent pas à la divulgation de ces informations, ou
- h) le milieu sur lequel portent les informations, comme les sites de reproduction d'espèces rares.

9. Binnen het toepassingsgebied van de relevante bepalingen van dit Verdrag heeft het publiek toegang tot informatie, heeft het de mogelijkheid van inspraak in besluitvorming en heeft het toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden zonder discriminatie op grond van staatsburgerschap, nationaliteit of woonplaats en, in het geval van een rechtspersoon, zonder discriminatie op grond van de plaats van de statutaire zetel of een feitelijk middelpunt van de activiteiten.

Artikel 4

Toegang tot milieu-informatie

1. Elke partij waarborgt dat, met inachtneming van de volgende leden van dit artikel, overheidsinstanties, in antwoord op een verzoek om milieu-informatie, deze informatie beschikbaar stellen aan het publiek, binnen het kader van de nationale wetgeving, waaronder, desgevraagd en behoudens het navolgende onderdeel *b)*, afschriften van de feitelijke documentatie die deze informatie bevat of omvat :

- a) zonder dat een bepaald belang behoeft te worden gesteld;
- b) in de verzochte vorm, tenzij :
 - i) het voor de overheidsinstantie redelijk is dit in een andere vorm beschikbaar te stellen, in welk geval het beschikbaar stellen in die vorm met redenen wordt omkleed; of
 - ii) de informatie al voor het publiek beschikbaar is in een andere vorm.

2. De milieu-informatie bedoeld in het bovenstaande eerste lid wordt zo spoedig mogelijk beschikbaar gesteld en uiterlijk binnen een maand nadat het verzoek is ingediend, tenzij de omvang en de ingewikkeldheid van de informatie een verlenging van deze termijn rechtvaardigen tot ten hoogste twee maanden na het verzoek. De verzoeker wordt ingelicht over elke verlenging en over de redenen die deze rechtvaardigen.

3. Een verzoek om milieu-informatie kan worden geweigerd indien :

- a) de overheidsinstantie waaraan het verzoek is gericht de verzochte milieu-informatie niet bezit;
- b) het verzoek kennelijk onredelijk is of op een te algemene wijze is geformuleerd; of
- c) het verzoek nog onvoltooid materiaal of interne mededelingen van overheidsinstanties betreft, wanneer in een dergelijke uitzondering is voorzien in het nationale recht of bestendig gebruik, met inachtneming van het openbare belang dat met bekendmaking wordt gediend.

4. Een verzoek om milieu-informatie kan worden geweigerd indien de bekendmaking een nadelige invloed zou hebben op :

- a) de vertrouwelijkheid van het handelen van overheidsinstanties, wanneer in dergelijk vertrouwelijkheid is voorzien naar nationaal recht;
- b) internationale betrekkingen, nationale defensie of openbare veiligheid;
- c) de rechtspleging, de mogelijkheid van een persoon een eerlijk proces te verkrijgen of de bevoegdheid van een overheidsinstantie om een onderzoek te verrichten van strafrechtelijke of tuchtrechtelijke aard;
- d) de vertrouwelijkheid van commerciële en industriële informatie bij wet beschermd wordt om een legitiem economische belang te beschermen. Binnen dit kader wordt informatie over emissies bekendgemaakt die van belang is voor de bescherming van het milieu;
- e) intellectuele eigendomsrechten;
- f) de vertrouwelijkheid van de persoonsgebonden en/of -dossiers met betrekking tot een natuurlijk persoon wanneer die persoon niet heeft ingestemd met bekendmaking van de informatie aan het publiek, wanneer in deze vertrouwelijkheid is voorzien naar nationaal recht;
- g) de belangen van een derde die de verzochte informatie heeft verstrekt zonder dat deze derde wettelijk verplicht is of wettelijk verplicht kan worden dat te doen, en wanneer die derde niet instemt met het vrijgeven van het materiaal, of
- h) het milieu waarop de informatie betrekking heeft, zoals de voortplantingsgebieden van zeldzame soorten.

Les motifs de rejet susmentionnés devront être interprétés de manière restrictive compte tenu de l'intérêt que la divulgation des informations demandées présenterait pour le public et selon que ces informations ont trait ou non aux émissions dans l'environnement.

5. Si une autorité publique n'est pas en possession des informations sur l'environnement demandées, elle fait savoir aussi rapidement que possible à l'auteur de la demande à quelle autorité publique celui-ci peut, à sa connaissance, s'adresser pour obtenir les informations en question ou transmet la demande à cette autorité et en informe son auteur.

6. Chaque Partie fait en sorte que, s'il est possible, sans en compromettre le caractère confidentiel, de dissocier les informations sur l'environnement demandées qui, en vertu de l'alinéa *c*) du paragraphe 3 et du paragraphe 4 ci-dessus, n'ont pas à être divulguées, des autres informations sur l'environnement demandées, les autorités publiques communiquent ces dernières.

7. Le rejet d'une demande d'informations est notifié par écrit si cette demande a été faite par écrit ou si son auteur sollicite une réponse écrite. Dans la notification du rejet, l'autorité publique expose les motifs de ce rejet et informe l'auteur de la demande du recours dont il dispose en vertu de l'article 9. Le rejet de la demande est notifié aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois, à moins que la complexité des informations demandées ne justifie une prorogation de ce délai, qui pourra être porté au maximum à deux mois. L'auteur de la demande est informé de toute prorogation du délai et des motifs qui la justifient.

8. Chaque Partie peut autoriser les autorités publiques qui fournissent des informations à percevoir un droit pour ce service mais ce droit ne doit pas dépasser un montant raisonnable. Les autorités publiques qui ont l'intention de faire payer les informations qu'elles fournissent font connaître aux auteurs des demandes d'informations le barème des droits à acquitter, en indiquant les cas dans lesquels elles peuvent renoncer à percevoir ces droits et ceux dans lesquels la communication des informations est subordonnée à leur paiement préalable.

Article 5

Rassemblement et diffusion d'informations sur l'environnement

1. Chaque Partie fait en sorte :

a) que les autorités publiques possèdent et tiennent à jour les informations sur l'environnement qui sont utiles à l'exercice de leurs fonctions;

b) que des mécanismes obligatoires soient mis en place pour que les autorités publiques soient dûment informées des activités proposées ou en cours qui risquent d'avoir des incidences importantes sur l'environnement;

c) qu'en cas de menace imminente pour la santé ou l'environnement, qu'elle soit imputable à des activités humaines ou qu'elle soit due à des causes naturelles, toutes les informations susceptibles de permettre au public de prendre des mesures pour prévenir ou limiter d'éventuels dommages qui sont en la possession d'une autorité publique soient diffusées immédiatement et sans retard aux personnes qui risquent d'être touchées.

2. Chaque Partie veille à ce que, dans le cadre de la législation nationale, les autorités publiques mettent les informations sur l'environnement à la disposition du public de façon transparente et à ce que ces informations soient réellement accessibles, notamment :

a) en fournissant au public des renseignements suffisants sur le type et la teneur des informations sur l'environnement détenues par les autorités publiques compétentes, sur les principales conditions auxquelles ces informations sont mises à sa disposition et lui sont accessibles et sur la procédure à suivre pour les obtenir;

b) en prenant et en maintenant des dispositions pratiques, par exemple :

i) en établissant des listes, des registres ou des fichiers accessibles au public;

ii) en faisant obligation aux fonctionnaires d'apporter leur concours au public qui cherche à avoir accès à des informations en vertu de la présente Convention; et

iii) en désignant des points de contact; et

c) en donnant accès gratuitement aux informations sur l'environnement figurant dans les listes, registres ou fichiers visés à l'alinéa *b*) *i*) ci-dessus.

De bovengenoemde gronden voor weigering worden restrictief uitgelegd, met inachtneming van het met bekendmaking gediende openbare belang en in aanmerking nemend of de verzochte informatie betrekking heeft op emissies in het milieu.

5. Indien een overheidsinstantie de verzochte milieu-informatie niet bezit, licht deze overheidsinstantie de verzoeker zo spoedig mogelijk in over de overheidsinstantie waarbij naar zijn mening de verzochte informatie kan worden aangevraagd, of het zendt het verzoek door aan die overheidsinstantie en licht de verzoeker hierover in.

6. Elke Partij waarborgt dat, indien informatie die ingevolge het voorgaande derde lid, onderdeel *c*), en vierde lid is uitgezonderd van bekendmaking kan worden afgescheiden zonder afbreuk te doen aan de betrouwbaarheid van de uitgezonderde informatie, overheidsinstanties de overige milieu-informatie waarom is gezocht beschikbaar stellen.

7. Een weigering van een verzoek geschiedt schriftelijk indien het verzoek schriftelijk is gedaan of de verzoeker daarom verzoekt. Een weigering wordt met redenen omkleed en verschaft informatie over toegang tot de herzieningsprocedure waarin is voorzien in overeenstemming met artikel 9. De weigering geschiedt zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen een maand, tenzij de ingewikkeldheid van de informatie een verlenging van deze termijn rechtvaardigt tot ten hoogste twee maanden na het verzoek. De verzoeker wordt ingelicht over elke verlenging en over de redenen die deze rechtvaardigen.

8. Elke Partij kan haar overheidsinstanties toestaan kosten te heffen voor het verstrekken van informatie, maar deze vergoeding gaat een redelijk gedrag niet te boven. Overheidsinstanties die voornemens zijn dergelijke kosten te heffen voor het verstrekken van informatie stellen aan verzoekers een overzicht beschikbaar van de vergoedingen die kunnen worden geheven, met vermelding van de omstandigheden waarin deze kunnen worden geheven of vrijstelling kan worden verleend en wanneer het verstrekken van informatie afhankelijk is van vooruitbetaling van dergelijke kosten.

Artikel 5

Verzamelen en verspreiden van milieu-informatie

1. Elke Partij waarborgt dat :

a) overheidsinstanties milieu-informatie bezitten en actualiseren die van belang is voor hun functies;

b) er verplichte mechanismen worden ingesteld voor een adequate informatiestroom naar de overheidsinstanties over voorgestelde en bestaande activiteiten die het milieu aanmerkelijk kunnen beïnvloeden;

c) in het geval van een onmiddellijke bedreiging van de menselijke gezondheid of het milieu, hetzij veroorzaakt door menselijke activiteiten of ten gevolge van natuurlijke oorzaken, alle informatie die het publiek in staat kan stellen maatregelen te nemen om uit de bedreiging voortvloeiende schade te voorkomen of te beperken en die in bezit is van een overheidsinstantie onmiddellijk en terstond wordt verspreid onder leden van het publiek die getroffen kunnen worden.

2. Elke Partij waarborgt dat, binnen het kader van haar nationale wetgeving, de wijze waarop overheidsinstanties milieu-informatie beschikbaar stellen aan het publiek transparant is en dat milieu-informatie op doeltreffende wijze toegankelijk is, onder meer door :

a) het verstrekken van voldoende informatie aan het publiek over de aard en de strekking van de milieu-informatie die in het bezit is van de betrokken overheidsinstanties, de fundamentele voorwaarden waarop deze informatie beschikbaar wordt gesteld en toegankelijk is, en via welke procedure deze kan worden verkregen;

b) het instellen en in stand houden van praktische voorzieningen zoals :

i) voor het publiek toegankelijke lijsten, registers of bestanden;

ii) de eis dat overheidsfunctionarissen het publiek bijstaan bij het verkrijgen van toegang tot informatie ingevolge dit Verdrag; en

iii) het aanwijzen van contactpunten; en

c) het kosteloos verschaffen van toegang tot de milieu-informatie die zich bevindt in lijsten, registers of bestanden als bedoeld in het voorgaande onderdeel *b*), *i*).

3. Chaque Partie veille à ce que les informations sur l'environnement deviennent progressivement disponibles dans des bases de données électroniques auxquelles le public peut avoir facilement accès par le biais des réseaux de télécommunications publics. Devraient notamment être accessibles sous cette forme les informations suivantes :

a) les rapports sur l'état de l'environnement visés au paragraphe 4 ci-après;

b) les textes de lois sur l'environnement ou relatifs à l'environnement;

c) le cas échéant, les politiques, plans et programmes sur l'environnement ou relatifs à l'environnement et les accords portant sur l'environnement; et

d) d'autres informations, dans la mesure où la possibilité de les obtenir sous cette forme faciliterait l'application de la législation nationale visant à donner effet à la présente Convention, pour autant que ces informations soient déjà disponibles sous forme électronique.

4. Chaque Partie publie et diffuse à des intervalles réguliers ne dépassant pas trois ou quatre ans un rapport national sur l'état de l'environnement, y compris des informations sur la qualité de l'environnement et des informations sur les contraintes qui s'exercent sur l'environnement.

5. Chaque Partie prend des mesures, dans le cadre de sa législation, afin de diffuser notamment :

a) les textes de lois et les documents directifs tels que les documents sur les stratégies, politiques, programmes et plans d'action relatifs à l'environnement et les rapports faisant le point de leur application, établis aux différents échelons de l'administration publique;

b) les traités, conventions et accords internationaux portant sur des questions relatives à l'environnement; et

c) le cas échéant, les autres documents internationaux importants portant sur des questions relatives à l'environnement.

6. Chaque Partie encourage les exploitants dont les activités ont un impact important sur l'environnement à informer périodiquement le public de l'impact sur l'environnement de leurs activités et de leurs produits, le cas échéant dans le cadre de programmes volontaires d'étiquetage écologique ou d'écobilans ou par d'autres moyens.

7. Chaque Partie :

a) rend publics les faits et les analyses des faits qu'elle juge pertinents et importants pour élaborer les propositions concernant les mesures essentielles à prendre en matière d'environnement;

b) publie ou rend accessibles d'une autre manière les documents disponibles expliquant comment elle traite avec le public dans les affaires relevant de la présente Convention; et

c) communique sous une forme appropriée des informations sur la façon dont l'administration, à tous les échelons, exerce les fonctions publiques ou fournit des services publics relatifs à l'environnement.

8. Chaque Partie met au point des mécanismes dans le but de faire en sorte que des informations suffisantes sur les produits soient mises à la disposition du public de manière à permettre aux consommateurs de faire des choix écologiques en toute connaissance de cause.

9. Chaque Partie prend des mesures pour mettre en place progressivement, compte tenu, le cas échéant, des processus internationaux, un système cohérent de portée nationale consistant à inventorier ou enregistrer les données relatives à la pollution dans une base de données informatisée structurée et accessible au public, ces données étant recueillies au moyen de formules de déclaration normalisées. Ce système pourra prendre en compte les apports, les rejets et les transferts dans les différents milieux et sur les lieux de traitement et d'élimination sur le site et hors du site d'une série donnée de substances et de produits découlant d'une série donnée d'activités, y compris de l'eau, de l'énergie et des ressources utilisées aux fins de ces activités.

10. Rien dans le présent article ne saurait porter atteinte au droit des Parties de refuser de divulguer certaines informations relatives à l'environnement conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4.

3. Elke Partij waarborgt dat milieu-informatie in toenemende mate beschikbaar wordt in elektronische gegevensbestanden via openbare telecommunicatienetwerken die gemakkelijk toegankelijk zijn voor het publiek. In deze vorm toegankelijke informatie zou dienen te omvatten :

a) rapporten over de toestand van het milieu, bedoeld in het navolgende vierde lid;

b) wetteksten over of verband houdende met het milieu;

c) indien van toepassing beleid, plannen en programma's over of verband houdend met het milieu, en milieu-akkoorden; en

d) andere informatie, voorzover de beschikbaarheid van deze informatie in deze vorm de toepassing van nationale wetgeving ter uitvoering van dit Verdrag zou kunnen vergemakkelijken, mits zulke informatie reeds beschikbaar is in elektronische vorm.

4. Elke Partij publiceert en verspreidt, met regelmatige tussenpozen van ten hoogste drie of vier jaar een nationaal rapport over de toestand van het milieu, met inbegrip van informatie over de kwaliteit van het milieu en informatie over op het milieu uitgeoefende druk.

5. Elke Partij neemt maatregelen binnen het kader van haar wetgeving voor de verspreiding van, onder meer :

a) wetgeving en beleidsdocumenten zoals documenten over strategieën, beleid, programma's en actieplannen betreffende het milieu, en voortgangsrapporten over hun uitvoering, voorbereid op verschillende overheidsniveaus;

b) internationale verdragen en overeenkomsten over milieuonderwerpen; en

c) indien van toepassing, andere belangrijke internationale documenten over milieuonderwerpen.

6. Elke Partij moedigt exploitanten wier activiteiten een aanmerkelijke invloed op het milieu hebben aan het publiek regelmatig te informeren over de gevolgen van hun activiteiten en producten voor het milieu, indien van toepassing, binnen het kader van vrijwillige milieukeur- of milieuauditsystemen of met andere middelen.

7. Elke Partij :

a) publiceert de feiten en feitenanalyses die zij relevant en belangrijk acht voor het opstellen van essentiële milieubeleidsvoorstellen;

b) publiceert, of maakt op andere wijze beschikbaar toelichtend materiaal toegankelijk over haar contacten met het publiek over aangelegenheden die behoren tot het toepassingsgebied van dit Verdrag; en

c) verstrekt in gepaste vorm informatie over het verrichten van openbare functies of het verlenen van openbare diensten betreffende het milieu door de overheid op alle niveaus.

8. Elke Partij ontwikkelt mechanismen om te waarborgen dat toereikende productinformatie beschikbaar wordt gemaakt voor het publiek op een wijze die consumenten in staat stelt weloverwogen milieukeuzen te maken.

9. Elke Partij neemt geleidelijk stappen om, indien van toepassing rekening houdend met internationale processen, een coherent, landelijk systeem voor inventarisatie of registratie van verontreinigingsgegevens in te stellen in een gestructureerd, geautomatiseerd en voor het publiek toegankelijk gegevensbestand, samengesteld op grond van gestandaardiseerde rapportages. Dit systeem kan betrekking hebben op de introductie, het uitstoten en overbrengen van een bepaalde reeks stoffen en producten, met inbegrip van water, energie en hulpbronnenverbruik, afkomstig van een bepaalde reeks activiteiten, in de verschillende milieucompartimenten en naar ter plaatse of elders gelegen verwerkings- en stortplaatsen.

10. Niets in dit artikel doet afbreuk aan het recht van Partijen te weigeren bepaalde milieu-informatie bekend te maken in overstemming met artikel 4, derde en vierde lid.

Article 6

Participation du public aux décisions relatives
à des activités particulières

1. Chaque Partie :

a) applique les dispositions du présent article lorsqu'il s'agit de décider d'autoriser ou non des activités proposées du type de celles énumérées à l'annexe I^o;

b) applique aussi les dispositions du présent article, conformément à son droit interne, lorsqu'il s'agit de prendre une décision au sujet d'activités proposées non énumérées à l'annexe I^o qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement. Les Parties déterminent dans chaque cas si l'activité proposée tombe sous le coup de ces dispositions;

c) peut décider, au cas par cas, si le droit interne le prévoit, de ne pas appliquer les dispositions du présent article aux activités proposées répondant aux besoins de la défense nationale si cette Partie estime que cette application irait à l'encontre de ces besoins.

2. Lorsqu'un processus décisionnel touchant l'environnement est engagé, le public concerné est informé comme il convient, de manière efficace et en temps voulu, par un avis au public ou individuellement, selon le cas, au début du processus. Les informations concernent notamment :

a) l'activité proposée, y compris la demande correspondante au sujet de laquelle une décision sera prise;

b) la nature des décisions ou du projet de décision qui pourraient être adoptées;

c) l'autorité publique chargée de prendre la décision;

d) la procédure envisagée, y compris, dans les cas où ces informations peuvent être fournies :

i) la date à laquelle elle débutera;

ii) les possibilités qui s'offrent au public d'y participer;

iii) la date et le lieu de toute audition publique envisagée;

iv) l'autorité publique à laquelle il est possible de s'adresser pour obtenir des renseignements pertinents et auprès de laquelle ces renseignements ont été déposés pour que le public puisse les examiner;

v) l'autorité publique ou tout autre organisme public compétent auquel des observations ou questions peuvent être adressées et le délai prévu pour la communication d'observations ou de questions;

vi) l'indication des informations sur l'environnement se rapportant à l'activité proposée qui sont disponibles; et

e) le fait que l'activité fait l'objet d'une procédure d'évaluation de l'impact national ou transfrontière sur l'environnement.

3. Pour les différentes étapes de la procédure de participation du public, il est prévu des délais raisonnables laissant assez de temps pour informer le public conformément au paragraphe 2 ci-dessus et pour que le public se prépare et participe effectivement aux travaux tout au long du processus décisionnel en matière d'environnement.

4. Chaque Partie prend des dispositions pour que la participation du public commence au début de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence.

5. Chaque Partie devrait, lorsqu'il y a lieu, encourager quiconque a l'intention de déposer une demande d'autorisation à identifier le public concerné, à l'informer de l'objet de la demande qu'il envisage de présenter et à engager la discussion avec lui à ce sujet avant de déposer sa demande.

6. Chaque Partie demande aux autorités publiques compétentes de faire en sorte que le public concerné puisse consulter sur demande lorsque le droit interne l'exige, et gratuitement, dès qu'elles sont disponibles, toutes les informations présentant un intérêt pour le processus décisionnel visé dans le présent article qui peuvent être obtenues au moment de la procédure de participation du public, sans préjudice du droit des Parties de refuser de divulguer certaines informations conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4. Les informations pertinentes comprennent au minimum et sans préjudice des dispositions de l'article 4 :

a) une description du site et des caractéristiques physiques et techniques de l'activité proposée, y compris une estimation des déchets et des émissions prévues;

Artikel 6

Inspraak in besluiten over specifieke activiteiten

1. Elke Partij :

a) past de bepalingen van dit artikel toe ten aanzien van besluiten over het al dan niet toestaan van voorgestelde activiteiten vermeld in bijlage I;

b) past, in overeenstemming met haar nationale wetgeving, de bepalingen van dit artikel ook toe op besluiten over niet in bijlage I vermelde voorgestelde activiteiten die een aanzienlijk effect op het milieu kunnen hebben. Hiertoe bepalen de Partijen of een dergelijke voorgestelde activiteit onder deze bepalingen valt, en

c) kan, indien haar nationale wetgeving hierin voorziet, per geval besluiten de bepalingen van dit artikel niet toe te passen op voorgestelde activiteiten voor nationale defensiedoelinden, indien die Partij meent dat een dergelijke toepassing op deze doeleinden van nadelige invloed zal zijn.

2. Het betrokken publiek wordt, bij openbare bekendmaking of, indien van toepassing, individueel, vroegtijdig in een milieubesluitvormingsprocedure, en op adequate, tijdige en doeltreffende wijze, geïnformeerd over onder meer :

a) de voorgestelde activiteit en de aanvraag waarover een besluit zal worden genomen;

b) de aard van mogelijke besluiten of het ontwerp-besluit;

c) de voor de besluitvorming verantwoordelijke overheidsinstantie;

d) de beoogde procedure, met inbegrip van, in de gevallen waarin deze informatie kan worden verstrekt :

i) de aanvraag van de procedure;

ii) de mogelijkheden voor inspraak van het publiek;

iii) de tijd en plaats van een beoogde openbare hoorzitting;

iv) een aanduiding van de overheidsinstantie waarvan relevante informatie kan worden verkregen en waarbij de relevante informatie voor het publiek ter inzage is gelegd;

v) een aanduiding van de betreffende overheidsinstantie of enig ander officieel lichaam waarbij opmerkingen of vragen kunnen worden ingediend en van het tijdschema voor het doorgeven van opmerkingen of vragen; en

vi) een aanduiding van welke voor de voorgestelde activiteit relevante milieu-informatie beschikbaar is; en

e) het feit dat de activiteit voorwerp is van een nationale of grensoverschrijdende milieu-effectrapportage.

3. De inspraakprocedures omvatten redelijke termijnen voor de verschillende fasen, die voldoende tijd laten voor het informeren van het publiek in overeenstemming met het voorgaande tweede lid en voor het publiek om zich gedurende de milieu-besluitvorming doeltreffend voor te bereiden en deel te nemen.

4. Elke Partij voorziet in vroegtijdige inspraak, wanneer alle opties open zijn en doeltreffende inspraak kan plaatsvinden.

5. Elke Partij zou, indien van toepassing, potentiële aanvragers aan dienen te moedigen het betrokken publiek te identificeren, discussies aan te gaan en informatie te verstrekken betreffende de doelstellingen van hun aanvraag alvorens een vergunning aan te vragen.

6. Elke Partij stelt aan de bevoegde overheidsinstanties de eis dat zij het betrokken publiek voor inzage toegang verschaffen, op verzoek wanneer het nationale recht dit vereist, kosteloos en zodra deze beschikbaar wordt, tot alle informatie die relevant is voor de in dit artikel bedoelde besluitvorming die beschikbaar is ten tijde van de inspraakprocedure, onverminderd het recht van Partijen te weigeren bepaalde informatie bekend te maken in overstemming met het derde en vierde lid van artikel 4. De relevante informatie omvat ten minste, en onverminderd de bepalingen van artikel 4 :

a) een beschrijving van het terrein en de fysieke en technische kenmerken van de voorgestelde activiteit, met inbegrip van een prognose van de verwachte residuen en emissies;

b) une description des effets importants de l'activité proposée sur l'environnement;

c) une description des mesures envisagées pour prévenir et/ou réduire ces effets, y compris les émissions;

d) un résumé non technique de ce qui précède;

e) un aperçu des principales solutions de remplacement étudiées par l'auteur de la demande d'autorisation, et

f) conformément à la législation nationale, les principaux rapports et avis adressés à l'autorité publique au moment où le public concerné doit être informé conformément au paragraphe 2 ci-dessus.

7. La procédure de participation du public prévoit la possibilité pour le public de soumettre par écrit ou, selon qu'il convient, lors d'une audition ou d'une enquête publique faisant intervenir l'auteur de la demande toutes observations, informations, analyses ou opinions qu'il estime pertinentes au regard de l'activité proposée.

8. Chaque Partie veille à ce que, au moment de prendre la décision, les résultats de la procédure de participation du public soient dûment pris en considération.

9. Chaque Partie veille aussi à ce que, une fois que la décision a été prise par l'autorité publique, le public en soit promptement informé suivant les procédures appropriées. Chaque Partie communique au public le texte de la décision assorti des motifs et considérations sur lesquels ladite décision est fondée.

10. Chaque Partie veille à ce que, lorsqu'une autorité publique réexamine ou met à jour les conditions dans lesquelles est exercée une activité visée au paragraphe 1, les dispositions des paragraphes 2 à 9 du présent article s'appliquent mutatis mutandis lorsqu'il y a lieu.

11. Chaque Partie applique, dans le cadre de son droit interne, dans la mesure où cela est possible et approprié, des dispositions du présent article lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu d'autoriser la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.

Article 7

Participation du public en ce qui concerne les plans, programmes et politiques relatifs à l'environnement

Chaque Partie prend les dispositions pratiques et/ou autres voulues pour que le public participe à l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement dans un cadre transparent et équitable, après lui avoir fourni les informations nécessaires. Dans ce cadre, les paragraphes 3, 4 et 8 de l'article 6 s'appliquent. Le public susceptible de participer est désigné par l'autorité publique compétente, compte tenu des objectifs de la présente Convention. Chaque Partie s'efforce autant qu'il convient de donner au public la possibilité de participer à l'élaboration des politiques relatives l'environnement.

Article 8

Participation du public durant la phase d'élaboration de dispositions réglementaires et/ou d'instruments normatifs juridiquement contraignants d'application générale

Chaque Partie s'emploie à promouvoir une participation effective du public à un stade approprié et tant que les options sont encore ouvertes durant la phase d'élaboration par des autorités publiques des dispositions réglementaires et autres règles juridiquement contraignantes d'application générale qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement. A cet effet, il convient de prendre les dispositions suivantes :

a) fixer des délais suffisants pour permettre une participation effective;

b) publier un projet de règles ou mettre celui-ci à la disposition du public par d'autres moyens; et

c) donner au public la possibilité de formuler des observations, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organes consultatifs représentatifs.

Les résultats de la participation du public sont pris en considération dans toute la mesure possible.

b) een beschrijving van de belangrijkste effecten van de voorgestelde activiteit op het milieu;

c) een beschrijving van de beoogde maatregelen om de effecten, met inbegrip van emissies, te voorkomen en/of te verminderen;

d) een niet-technische samenvatting van het voorgaande;

e) een schets van de voornaamste door de aanvrager bestudeerde alternatieven, en

f) in overeenstemming met de nationale wetgeving, de voornaamste aan de overheidsinstantie uitgebrachte rapporten en adviezen op het tijdstip waarop het betrokken publiek dient te worden geïnformeerd in overeenstemming met het voorgaande tweede lid.

7. Inspraakprocedures bieden het publiek de mogelijkheid schriftelijk of, indien van toepassing, tijdens een hoorzitting of onderzoek met de verzoeker, alle opmerkingen, informatie, analyses of meningen naar voren te brengen die het relevant acht voor de voorgestelde activiteit.

8. Elke Partij waarborgt dat in het besluit naar behoren rekening wordt gehouden met het resultaat van de inspraak.

9. Elke Partij waarborgt dat, wanneer het besluit is genomen door de overheidsinstantie, het publiek terstond over het besluit wordt ingelicht in overeenstemming met de toepasselijke procedures. Elke Partij maakt de tekst van het besluit toegankelijk voor het publiek tezamen met de redenen en overwegingen waarop het besluit is gebaseerd.

10. Elke Partij waarborgt dat, wanneer een overheidsinstantie de voorwaarden voor het uitvoeren van een in het eerste lid bedoelde activiteit heroverweegt of aanpast, de bepalingen van de leden 2 tot en met 9 van dit artikel dienovereenkomstig worden toegepast, waar dit van toepassing is.

11. Elke Partij past, binnen het kader van haar nationale wetgeving, voor zover mogelijk en passend, bepalingen van dit artikel toe op besluiten over het al dan niet toestaan van de introductie in het milieu van genetisch gemodificeerde organismen.

Artikel 7

Inspraak betreffende plannen, programma's en beleid betrekking hebbende op het milieu

Elke Partij treft passende praktische en/of andere voorzieningen voor inspraak voor het publiek gedurende de voorbereiding van plannen en programma's betrekking hebbende op het milieu, binnen een transparant en eerlijk kader, na het publiek de benodigde informatie te hebben verstrekt. In dit kader wordt artikel 6, derde, vierde en achtste lid toegepast. Het publiek dat kan inspreken wordt door de betreffende overheidsinstantie aangewezen met inachtneming van de doelstellingen van dit Verdrag. Voor zover passend spant elke Partij zich in om, bij de voorbereiding van beleid betrekking hebbende op het milieu mogelijkheden te scheppen voor inspraak.

Artikel 8

Inspraak tijdens de voorbereiding van uitvoerende regelingen en/of algemeen toepasselijke wettelijk bindende normatieve instrumenten

Elke Partij tracht doeltreffende inspraak in een passend stadium te bevorderen, en terwijl opties nog openstaan, gedurende de voorbereiding door overheidsinstanties van uitvoerende regelingen en andere algemeen toepasselijke wettelijk bindende regels die een aanzienlijk effect kunnen hebben op het milieu. Hiertoe zouden de volgende stappen dienen te worden genomen :

a) er zouden voor doeltreffende inspraak toereikende termijnen dienen te worden vastgesteld;

b) ontwerp-regels zouden dienen te worden gepubliceerd of anderszins aan het publiek beschikbaar te worden gesteld; en

c) het publiek zou in de gelegenheid dienen te worden gesteld opmerkingen te maken, rechtstreeks of via representatieve overlegorganen.

Met het resultaat van de inspraak wordt zoveel mogelijk rekening gehouden.

Article 9

Accès à la justice

1. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que toute personne qui estime que la demande d'informations qu'elle a présentée en application de l'article 4 a été ignorée, rejetée abusivement, en totalité ou en partie, ou insuffisamment prise en compte ou qu'elle n'a pas été traitée conformément aux dispositions de cet article, ait la possibilité de former un recours devant une instance judiciaire ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi.

Dans les cas où une Partie prévoit un tel recours devant une instance judiciaire, elle veille à ce que la personne concernée ait également accès à une procédure rapide établie par la loi qui soit gratuite ou peu onéreuse, en vue du réexamen de la demande par une autorité publique ou de son examen par un organe indépendant et impartial autre qu'une instance judiciaire.

Les décisions finales prises au titre du présent paragraphe 1^{er} s'imposent à l'autorité publique qui détient les informations. Les motifs qui les justifient sont indiqués par écrit, tout au moins lorsque l'accès à l'information est refusé au titre du présent paragraphe.

2. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que les membres du public concerné

a) ayant un intérêt suffisant pour agir

ou sinon

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le code de procédure administrative d'une Partie pose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance judiciaire et/ou un autre organe indépendant et impartial établi par loi pour contester la légalité, quant au fond et à la procédure, de toute décision, tout acte ou toute omission tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 et, si le droit interne le prévoit et sans préjudice du paragraphe 3 ci-après, des autres dispositions pertinentes de la présente Convention.

Ce qui constitue un intérêt suffisant et une atteinte à un droit est déterminé selon les dispositions du droit interne et conformément à l'objectif consistant à accorder au public concerné un large accès à la justice dans le cadre de la présente Convention. A cet effet, l'intérêt qu'a toute organisation non gouvernementale répondant aux conditions visées au paragraphe 5 de l'article 2 est réputé suffisant au sens de l'alinéa a) ci-dessus. Ces organisations sont également réputées avoir des droits auxquels il pourrait être porté atteinte au sens de l'alinéa b) ci-dessus.

Les dispositions du présent paragraphe 2 n'excluent pas la possibilité de former un recours préliminaire devant une autorité administrative et ne dispensent pas de l'obligation d'épuiser les voies de recours administratif avant d'engager une procédure judiciaire lorsqu'une telle obligation est prévue en droit interne.

3. En outre, et sans préjudice des procédures de recours visées aux paragraphes 1^{er} et 2 ci-dessus, chaque Partie veille à ce que les membres du public qui répondent aux critères éventuels prévus par son droit interne puissent engager des procédures administratives ou judiciaires pour contester les actes ou omissions de particuliers ou d'autorités publiques allant à l'encontre des dispositions du droit national de l'environnement.

4. En outre, et sans préjudice du paragraphe 1^{er}, les procédures visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus doivent offrir des recours suffisants et effectifs, y compris un redressement par injonction s'il y a lieu, et doivent être objectives, équitables et rapides sans que leur coût soit prohibitif. Les décisions prises au titre du présent article sont prononcées ou consignées par écrit. Les décisions des tribunaux et, autant que possible, celles d'autres organes doivent être accessibles au public.

5. Pour rendre les dispositions du présent article encore plus efficaces, chaque Partie veille à ce que le public soit informé de la possibilité qui lui est donnée d'engager des procédures de recours administratif ou judiciaire, et envisage la mise en place de mécanismes appropriés d'assistance visant à éliminer ou à réduire les obstacles financiers ou autres qui entravent l'accès à la justice.

Artikel 9

Toegang tot de rechter

1. Elke Partij waarborgt, binnen het kader van haar nationale wetgeving, dat eenieder die meent dat zijn of haar verzoek om informatie ingevolge artikel 4 veronachtzaamd, ten onrechte geheel of gedeeltelijk afgewezen of anderszins niet beantwoord is in overeenstemming met de bepalingen van dat artikel, toegang heeft tot een herzieningsprocedure voor een rechterlijke instantie of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan.

In de omstandigheden waarin een Partij in een dergelijk beroep bij een rechterlijke instantie voorziet, waarborgt zij dat een dergelijke persoon tevens toegang heeft tot een bij wet ingestelde snelle procedure die kosteloos of niet kostbaar is, voor heroverweging door een overheidsinstantie of toetsing door een onafhankelijk en onpartijdig orgaan anders dan een rechterlijke instantie.

Eindbeslissingen ingevolge het eerste lid zijn bindend voor de overheidsinstantie die de informatie bezit. De redengeving geschiedt schriftelijk, in ieder geval wanneer toegang tot informatie wordt geweigerd ingevolge dit lid.

2. Elke Partij waarborgt, binnen het kader van haar nationale wetgeving, dat leden van het betrokken publiek

a) die een voldoende belang hebben

dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een Partij dit als voorwaarde stelt,

toegang hebben tot een herzieningsprocedure voor een rechterlijke instantie en/of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan, om de materiële en formele rechtmatigheid te bestrijden van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen van artikel 6 en, wanneer het nationale recht hierin voorziet en onverminderd het navolgende derde lid, andere relevante bepalingen van dit Verdrag.

Wat een voldoende belang en een inbreuk op een recht vormt wordt vastgesteld in overeenstemming met de eisen van nationaal recht en strokend met het doel aan het betrokken publiek binnen het toepassingsgebied van dit Verdrag ruim toegang tot de rechter te verschaffen. Hiertoe wordt het belang van elke niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de in artikel 2, vijfde lid, gestelde eisen voldoende geacht in de zin van het voorgaande onderdeel a). Dergelijke organisaties worden tevens geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van het voorgaande onderdeel b).

De bepalingen van dit tweede lid sluiten niet de mogelijkheid uit van een herzieningsprocedure voor een bestuursrechtelijke instantie en laten onverlet de eis van het uitputten van de bestuursrechtelijke beroepsgang alvorens over te gaan tot rechterlijke herzieningsprocedures, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

3. Aanvullend op en onverminderd de in het voorgaande eerste en tweede lid bedoelde herzieningsprocedures, waarborgt elke Partij dat leden van het publiek, wanneer zij voldoen aan de eventuele in haar nationale recht neergelegde criteria, toegang hebben tot bestuursrechtelijke of rechterlijke procedures om het handelen en nalaten van privé-personen en overheidsinstanties te betwisten die strijdig zijn met bepalingen van haar nationale recht betreffende het milieu.

4. Aanvullend op en onverminderd het voorgaande eerste lid, voorzien de in het voorgaande eerste, tweede en derde lid bedoelde procedures in passende en doeltreffende middelen, met inbegrip van, zo nodig, een dwangmiddel tot rechtsherstel en zijn zij billijk, snel en niet onevenredig kostbaar. Beslissingen ingevolge dit artikel zijn schriftelijk of worden schriftelijk vastgelegd. Beslissingen van rechterlijke instanties, en waar mogelijk van andere organen, zijn voor het publiek toegankelijk.

5. Om de doeltreffendheid van de bepalingen van dit artikel te bevorderen waarborgt elke Partij dat aan het publiek informatie wordt verstrekt over toegang tot bestuursrechtelijke en rechterlijke herzieningsprocedures en overweegt zij het instellen van passende mechanismen voor bijstand om financiële of andere belemmeringen voor de toegang tot de rechter weg te nemen of te verminderen.

Article 10

Réunion des Parties

1. La première réunion des Parties est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les Parties tiennent une réunion ordinaire au moins une fois tous les deux ans, à moins qu'elles n'en décident autrement, ou si l'une d'entre elles en fait la demande par écrit, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication à l'ensemble des Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe.

2. Lors de leurs réunions, les Parties suivent en permanence l'application de la présente Convention sur la base de rapports communiqués régulièrement par les Parties et, en ayant cet objectif présent à l'esprit :

a) examinent les politiques qu'elles appliquent et les démarches juridiques et méthodologiques qu'elles suivent pour assurer l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement en vue d'améliorer encore la situation à cet égard;

b) se font part des enseignements qu'elles tirent de la conclusion et de l'application d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements ayant un rapport avec l'objet de la présente Convention, auxquels une ou plusieurs d'entre elles sont Parties;

c) sollicitent, s'il y a lieu, les services des organes compétents de la CEE, ainsi que d'autres organismes internationaux ou de comités particuliers compétents pour toutes les questions à prendre en compte pour atteindre les objectifs de la présente Convention;

d) créent des organes subsidiaires si elles le jugent nécessaire;

e) élaborent, s'il y a lieu, des protocoles à la présente Convention;

f) examinent et adoptent des propositions d'amendement à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 14;

g) envisagent et entreprennent toute autre action qui peut se révéler nécessaire aux fins de la présente Convention;

h) à leur première réunion, étudient et adoptent, par consensus, le règlement intérieur de leurs réunions et des réunions des organes subsidiaires;

i) à leur première réunion, examinent les enseignements qu'elles tirent de l'application des dispositions du paragraphe 9 de l'article 5 et étudient les mesures nécessaires pour perfectionner le système visé dans ces dispositions, compte tenu des procédures applicables et des faits nouveaux intervenus au niveau national, notamment l'élaboration d'un instrument approprié concernant l'établissement de registres ou d'inventaires des rejets ou transferts de polluants qui pourrait être annexé à la présente Convention.

3. La Réunion des Parties peut, au besoin, envisager d'arrêter des dispositions d'ordre financier par consensus.

4. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout Etat ou organisation d'intégration économique régionale qui est habilitée en vertu de l'article 17 à signer la Convention mais qui n'est pas Partie à ladite Convention, et toute organisation intergouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec la présente Convention sont autorisés à participer en qualité d'observateurs aux réunions des Parties.

5. Toute organisation non gouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec la présente Convention et qui a fait savoir au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qu'elle souhaitait être représentée à une réunion des Parties est autorisée à participer en qualité d'observateur à moins qu'un tiers au moins des Parties n'y fassent objection.

6. Aux fins des paragraphes 4 et 5 ci-dessus, le règlement intérieur visé au paragraphe 2, h), ci-dessus prévoit les modalités pratiques d'admission et les autres conditions pertinentes.

Artikel 10

Vergadering van Partijen

1. De eerste vergadering van de Partijen wordt niet later bijeengeroepen dan een jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag. Daarna wordt ten minste eenmaal per twee jaar een gewone vergadering van de Partijen gehouden, tenzij anders besloten door de Partijen, of op schriftelijk verzoek van een Partij, mits binnen zes maanden na het meedelen van het verzoek aan alle Partijen door de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie van Europa, het genoemde verzoek gesteund wordt door ten minste een derde van de Partijen.

2. Bij hun vergaderingen toetsen de Partijen voortdurend de uitvoering van dit Verdrag op basis van regelmatig door de Partijen uitgebrachte rapporten, en, met dit doel voor ogen :

a) toetsen zij het beleid alsmede juridische en methodologische benaderingen inzake toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, met het oog op verdere verbetering ervan;

b) wisselen zij informatie uit aangaande ervaring verworven bij het sluiten en uitvoeren van bilaterale en multilaterale overeenkomsten of andere regelingen die van belang zijn voor de doelstellingen van dit Verdrag en waarbij één of meer van de Partijen partij zijn;

c) verzoeken zij, indien van toepassing, om de diensten van de relevante ECE-organen en van andere bevoegde internationale organen en speciale commissies, bij alle aspecten die verband houden met het verwezenlijken van de doelstellingen van dit Verdrag;

d) stellen zij alle subsidiaire organen in die zij noodzakelijk achten;

e) bereiden zij, indien van toepassing, protocollen bij dit Verdrag voor;

f) overwegen zij en nemen zij voorstellen aan voor wijzigingen van dit Verdrag in overeenstemming met de bepalingen van artikel 14;

g) overwegen zij en ondernemen zij elke aanvullende actie die vereist kan zijn voor het verwezenlijken van de doelstellingen van dit Verdrag;

h) overwegen zij en nemen zij bij hun eerste vergadering bij consensus een reglement van orde aan voor hun vergaderingen en de vergaderingen van subsidiaire organen;

i) toetsen zij tijdens hun eerste vergadering hun ervaring met het uitvoeren van de bepalingen van artikel 5, negende lid, en overwegen zij welke stappen nodig zijn voor het verder ontwikkelen van het in dat lid bedoelde systeem, met inachtneming van internationale processen en ontwikkelingen, met inbegrip van de uitwerking van een passend instrument voor registers of inventarisaties van het uitstoten en overbrengen van verontreiniging die als bijlage bij dit Verdrag kunnen worden opgenomen.

3. De vergadering van de Partijen kan, zo nodig, op basis van consensus het instellen van financiële regelingen overwegen.

4. De Verenigde Naties, de gespecialiseerde VN-agentschappen en de Internationale Organisatie voor Atoomenergie, alsmede elke Staat of regionale organisatie voor economische integratie die ingevolge artikel 17 het recht heeft dit Verdrag te ondertekenen maar geen Partij bij dit Verdrag is, en elke intergouvernementele organisatie die bevoegd is op de gebieden waarop dit Verdrag betrekking heeft, hebben het recht als waarnemers deel te nemen aan de vergaderingen van de Partijen.

5. Elke niet-gouvernementele organisatie die bevoegd is op de gebieden waarop dit Verdrag betrekking heeft, die de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa op de hoogte heeft gesteld van haar wens vertegenwoordigd te zijn bij een vergadering van de Partijen heeft het recht deel te nemen als waarnemer tenzij ten minste een derde van de ter vergadering aanwezige Partijen bezwaar maken.

6. Voor de toepassing van het voorgaande vierde en vijfde lid voorziet het in het voorgaande tweede lid, onderdeel h), bedoelde reglement van orde in praktische regelingen voor de toelatingsprocedure en andere relevante voorwaarden.

Article 11

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-après, chaque Partie à la présente Convention dispose d'une voix.

2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 12

Secrétariat

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes :

- a) il convoque et prépare les réunions des Parties;
- b) il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention; et
- c) il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

Article 13

Annexes

Les annexes de la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Article 14

Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de toute proposition d'amendement à la présente Convention est soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le communique à toutes les Parties quatre-vingt-dix jours au moins avant la réunion des Parties au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur tout amendement qu'il est proposé d'apporter à la présente Convention. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, l'amendement est adopté en dernier ressort par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.

4. Les amendements à la présente Convention adoptés conformément au paragraphe 3 ci-dessus sont soumis par le Dépositaire à toutes les Parties aux fins de ratification, d'approbation ou d'acceptation. Les amendements à la présente Convention autres que ceux qui se rapportent à une annexe entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont ratifiés, approuvés ou acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la réception par le Dépositaire de la notification de leur ratification, approbation ou acceptation par les trois quarts au moins de ces Parties. Par la suite, ils entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation des amendements.

5. Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement à une annexe de la présente Convention en donne notification au Dépositaire par écrit dans les douze mois qui suivent la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, les amendements à ladite annexe entrent en vigueur à l'égard de cette Partie.

6. A l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de sa communication par le Dépositaire visée au paragraphe 4 ci-dessus, tout amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions du paragraphe 5 ci-dessus pour autant qu'un tiers au plus des Parties aient soumis cette notification.

7. Aux fins du présent article, l'expression « Parties présentes et votantes » désigne les Parties présentes à la réunion qui émettent un vote affirmatif ou négatif.

Artikel 11

Stemrecht

1. Behoudens het bepaalde in het navolgende tweede lid heeft elke Partij bij dit Verdrag één stem.

2. Regionale organisaties voor economische integratie oefenen, ten aanzien van aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen, hun stemrecht uit met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van hun lidstaten die Partij zijn bij dit Verdrag. Deze organisaties oefenen hun stemrecht niet uit indien hun lid-Staten hun stemrecht uitoefenen, en omgekeerd.

Artikel 12

Secretariaat

De Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa verricht de volgende secretariaatstaken :

- a) het beleggen en voorbereiden van vergaderingen van de Partijen;
- b) het toezenden aan de Partijen van verslagen en andere in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag ontvangen informatie; en
- c) andere taken als door de Partijen kunnen worden bepaald.

Artikel 13

Bijlagen

De bijlagen bij dit Verdrag maken een integrerend deel daarvan uit.

Artikel 14

Wijzigingen van het Verdrag

1. Elke Partij kan wijzigingen van dit Verdrag voorstellen.

2. Teksten van voorstellen tot wijziging van dit Verdrag worden schriftelijk ingediend bij de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, die ze ten minste negentig dagen vóór de vergadering van de Partijen tijdens welke zij ter aanneming zullen worden voorgelegd, doet toekomen aan alle Partijen.

3. De Partijen stellen alles in het werk om consensus te bereiken over voorgestelde wijzigingen van dit Verdrag. Indien alle pogingen om consensus te bereiken zijn uitgeput, en geen overeenstemming is bereikt, wordt de wijziging in laatste instantie aangenomen met een meerderheid van drie vierde van de stemmen van de op de vergadering aanwezige Partijen die hun stem uitbrengen.

4. Wijzigingen van dit Verdrag die zijn aangenomen in overeenstemming met het voorgaande derde lid worden door de Depositaris aan alle Partijen toegezonden voor bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding. Wijzigingen van dit Verdrag anders dan die van een bijlage worden van kracht voor Partijen die deze hebben bekrachtigd, goedgekeurd of aanvaard op de negentigste dag na de ontvangst door de Depositaris van de kennisgeving van hun bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding door ten minste drievierde van deze Partijen. Daarna worden zij van kracht voor elke andere Partij op de negentigste dag nadat die Partij haar akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding van de wijzigingen nederlegt.

5. Een Partij die niet in staat is een wijziging van een bijlage bij dit Verdrag goed te keuren stelt de Depositaris hiervan schriftelijk in kennis binnen twaalf maanden na het bericht van de aanneming. De Depositaris stelt alle Partijen onverwijld in kennis van elke kennisgeving die hij ontvangt. Een Partij kan te allen tijde een eerder gedane kennisgeving vervangen door een verklaring van aanvaarding, en na nederlegging van een akte van aanvaarding bij de Depositaris, worden de wijzigingen van een dergelijke bijlage voor die Partij van kracht.

6. Na het verstrijken van twaalf maanden na de datum van haar toezending door de Depositaris als voorzien in het voorgaande vierde lid wordt een wijziging van een bijlage van kracht voor die Partijen die bij de Depositaris geen kennisgeving hebben ingediend in overeenstemming met de bepalingen van het voorgaande vijfde lid, mits niet meer dan een derde van de Partijen een dergelijke kennisgeving hebben ingediend.

7. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « aanwezige Partijen die hun stem uitbrengen », verstaan de Partijen die aanwezig zijn en een stem vóór of tegen een voorstel uitbrengen.

Article 15

Examen du respect des dispositions

La Réunion des Parties adopte, par consensus, des arrangements facultatifs de caractère non conflictuel, non judiciaire et consultatif pour examiner le respect des dispositions de la présente Convention. Ces arrangements permettent une participation appropriée du public et peuvent prévoir la possibilité d'examiner des communications de membres du public concernant des questions ayant un rapport avec la présente Convention.

Article 16

Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve la présente Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1^{er} ci-dessus, elle accepte de considérer comme obligatoires l'un des deux ou les deux moyens de règlement ci-après dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation :

- a) soumission du différend à la Cour internationale de Justice;
- b) arbitrage, conformément à la procédure définie à l'annexe II.

3. Si les parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 ci-dessus, le différend peut n'être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

Article 17

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu des paragraphes 8 et 11 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour des matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Aarhus (Danemark) le 25 juin 1998, puis au Siège de l'Organisation des Nations unies à New York jusqu'au 21 décembre 1998.

Article 18

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire de la présente Convention.

Article 19

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats et des organisations d'intégration économique régionale signataires.

2. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats et organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 17 à compter du 22 décembre 1998.

3. Tout Etat, autre que ceux visés au paragraphe 2 ci-dessus, qui est membre de l'Organisation des Nations Unies, peut adhérer à la Convention avec l'accord de la Réunion des Parties.

4. Toute organisation visée à l'article 17 qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une telle organisation sont Parties à la présente Convention, cette organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations que leur impose la Convention. En pareil cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la présente Convention.

5. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 17 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite la présente Convention. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Artikel 15

Toezicht op naleving

De Vergadering van de Partijen stelt, op basis van consensus, facultatieve regelingen vast van niet-confronterende, niet-rechterlijke en raadplegende aard voor toetsing van de naleving van de bepalingen van dit Verdrag. Deze regelingen laten ruimte voor passende betrokkenheid van het publiek en kunnen de optie omvatten mededelingen van leden van het publiek over aangelegenheden met betrekking tot dit Verdrag in overweging te nemen.

Artikel 16

Regeling van geschillen

1. Indien tussen twee of meer Partijen een geschil ontstaat over de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag, trachten zij dit op te lossen door onderhandeling of volgens een andere voor de Partijen bij het geschil aanvaardbare methode voor de regeling van geschillen.

2. Een Partij kan bij ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring van of toetreding tot het Verdrag, of te allen tijde daarna, schriftelijk aan de Depositaris mededelen dat zij, in geval van een geschil dat niet wordt opgelost in overeenstemming met het voorgaande eerste lid, de toepassing van de volgende methode voor het regelen van geschillen, dan wel één van beide, als verplicht aanvaardt ten aanzien van iedere Partij die dezelfde verplichting aanvaardt :

- a) voorlegging van het geschil aan het Internationale Gerechtshof;
- b) arbitrage in overeenstemming met de procedure omschreven in bijlage II.

3. Indien de partijen bij het geschil beide in het voorgaande tweede lid genoemde methoden voor de regeling van geschillen hebben aanvaard, kan het geschil alleen aan het Internationale Gerechtshof worden voorgelegd, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Artikel 17

Ondertekening

Dit Verdrag staat op 25 juni 1998 te Aarhus (Denemarken), en daarna tot 21 december 1998 op de Zetel van de Verenigde Naties te New York, open voor ondertekening door de lid-Staten van de Economische Commissie voor Europa alsmede door Staten die een consultatieve status bij de Europese Commissie voor Europa hebben krachtens de paragrafen 8 en 11 van resolutie 36 (IV) van 28 maart 1947 van de Economische en Sociale Raad, en door regionale organisaties voor economische integratie opgericht door soevereine Staten die lid zijn van de Economische Commissie voor Europa, waaraan de lid-Staten bevoegdheden hebben overgedragen ten aanzien van aangelegenheden die onder dit Verdrag vallen, met inbegrip van de bevoegdheid ten aanzien van deze aangelegenheden verdragen aan te gaan.

Artikel 18

Depositaris

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties treedt op als Depositaris van dit Verdrag.

Artikel 19

Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd door ondertekenende Staten en regionale organisaties voor economische integratie.

2. Dit Verdrag staat vanaf 22 december 1998 open voor toetreding door de Staten en regionale organisaties voor economische integratie bedoeld in artikel 17.

3. Elke andere, niet in het voorgaande tweede lid bedoelde Staat die lid is van de Verenigde Naties kan toetreden tot het Verdrag na goedkeuring door de Vergadering van de Partijen.

4. Iedere organisatie zoals bedoeld in artikel 17 die Partij wordt bij dit Verdrag zonder dat een van haar lid-Staten Partij is, is gebonden door alle verplichtingen krachtens dit Verdrag. Indien een of meer lidstaten van een dergelijke organisatie Partij bij dit Verdrag zijn, beslissen de organisatie en haar lidstaten over hun onderscheiden verantwoordelijkheden ten aanzien van de nakoming van hun verplichtingen krachtens dit Verdrag. In dat geval mogen de organisatie en de lidstaten niet tegelijkertijd rechten krachtens dit Verdrag uitoefenen.

5. In hun akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding vermelden de regionale organisaties voor economische integratie bedoeld in artikel 17 de reikwijdte van hun bevoegdheid ten aanzien van de aangelegenheden die onder dit Verdrag vallen. Deze organisaties doen de Depositaris tevens mededeling van elke wezenlijke verandering in de reikwijdte van hun bevoegdheid.

Article 20

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1^{er} ci-dessus, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les Etats membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque Etat ou organisation visé à l'article 17 qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet Etat ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 21

Dénonciation

A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la Convention par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

Article 22

Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Aarhus (Danemark), le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

Annexe I^e

Liste des activités visées au paragraphe 1^{er}, a), de l'article 6

1. Secteur de l'énergie :

- Raffineries de pétrole et de gaz;
- Installations de gazéification et de liquéfaction;
- Centrales thermiques et autres installations de combustion d'un apport thermique d'au moins 50 mégawatts (MW);
- Cokeries;
- Centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs (1) (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kilowatt de charge thermique continue);
- Installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;
- Installations destinées :
 - à la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires;
 - au traitement de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets hautement radioactifs;
 - à l'élimination définitive de combustibles nucléaires irradiés;
 - exclusivement à l'élimination définitive de déchets radioactifs;
 - exclusivement au stockage (prévu pour plus de dix ans) de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets radioactifs dans un site différent du site de production.

Artikel 20

Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

2. Voor de toepassing van het voorgaande eerste lid wordt de door een regionale organisatie voor economische integratie neergelegde akte niet meegeteld naast akten die zijn nedergelegd door lid-Staten van die organisatie.

3. Ten aanzien van elke Staat of organisatie bedoeld in artikel 17 die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt of ertoe toetreedt na de nederlegging van de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt het Verdrag in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging door de Staat of organisatie van zijn of haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Artikel 21

Opzegging

Elke Partij kan, te allen tijde na drie jaar vanaf de datum waarop dit Verdrag ten aanzien van die Partij in werking is getreden, het Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Depositaris. De opzegging wordt van kracht op de negentigste dag na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Depositaris.

Artikel 22

Authentieke teksten

Het originele exemplaar van dit Verdrag, waarvan de Engelse, de Franse en de Russische tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, hiertoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Aarhus (Denemarken), de vijfentwintigste juni negentienhonderd achtennegentig.

Bijlage I

Lijst van activiteiten bedoeld in artikel 6, eerste lid, onderdeel a)

1. Energiesector :

- Aardolie- en gasraffinaderijen;
- Installaties voor vergassing en vloeibaarmaking;
- Thermische centrales en andere verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen van ten minste 50 megawatt (MW);
- Cokesfabrieken;
- Kerncentrales en andere kernreactoren, met inbegrip van de ontmanteling of buitengebruikstelling van dergelijke centrales of reactoren (1) (met uitzondering van onderzoeksinstallaties voor de productie en verwerking van splijt- en kweekstoffen, met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische kW);
- Installaties voor de opwerking van bestraalde splijtstoffen;
- Installaties die ontworpen zijn :
 - voor de productie of de verrijking van splijtstoffen;
 - voor de behandeling van bestraalde splijtstoffen of hoog radioactief afval;
 - voor de definitieve verwijdering van bestraalde splijtstoffen;
 - uitsluitend voor de definitieve verwijdering van radioactief afval;
 - uitsluitend voor de (voor meer dan tien jaar geplande) opslag van bestraalde splijtstoffen of radioactief afval op een andere plaats dan het productieterein.

2. Production et transformation des métaux :

— Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré);

— Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure;

— Installations destinées à la transformation des métaux ferreux :

i) par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;

ii) par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 mégawatts;

iii) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure;

— Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour;

— Installations :

i) destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;

ii) destinées à la fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux, incluant des produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux;

— Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en oeuvre est supérieur à 30 m³.

3. Industrie minière :

— Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour;

— Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante;

— Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

— Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

— Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m³ et de plus de 300 kg/m³ par four.

4. Industrie chimique : la production, au sens des catégories d'activités énumérées dans la présente rubrique, désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des substances ou groupes de substances visés aux alinéas *a)* à *g)* :

a) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que :

i) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);

ii) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes;

iii) hydrocarbures sulfurés;

iv) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates;

v) hydrocarbures phosphorés;

vi) hydrocarbures halogénés;

vii) composés organométalliques;

viii) matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);

ix) caoutchoucs synthétiques;

x) colorants et pigments;

xi) tensioactifs et agents de surface;

2. Productie en verwerking van metalen :

— Installaties voor het roosten of sinteren van erts, met inbegrip van zwavelhoudend erts;

— Installaties voor de productie van ijzer of staal (primaire of secundaire smelting), met inbegrip van uitrusting voor continu-gieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur;

— Installaties voor de verwerking van ferrometalen door :

i) warmwalsen met een capaciteit van meer dan 20 ton ruwstaal per uur;

ii) smeden met hamers met een slagarbeid van meer dan 50 kilojoule per hamer, wanneer een thermisch vermogen van meer dan 20 MW wordt gebruikt;

iii) het aanbrengen van deklagen van gesmolten metaal met een verwerkingscapaciteit van meer dan 2 ton ruwstaal per uur;

— Smelterijen van ferrometalen met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag;

— Installaties :

i) voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procédés;

ii) voor het smelten, van non-ferrometalen met inbegrip van het legeringen, inclusief terugwiningsproducten (affineren, vormgieten, etc.) met een smeltcapaciteit van meer dan 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen;

— Installaties voor oppervlaktebehandeling van metalen en kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procédé wanneer de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden meer dan 30 m³ bedraagt.

3. Minerale industrie :

— Installaties voor de productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag, of van ongebluste kalk in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag;

— Installaties voor de winning van asbest en de fabricage van asbestproducten;

— Installaties voor de fabricage van glas, met inbegrip van installaties voor de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag;

— Installaties voor het smelten van minerale stoffen, met inbegrip van installaties voor de fabricage van mineraalvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag;

— Installaties voor de fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag en/of met een overcapaciteit van meer dan 4 m³ en met een plaatsingsdichtheid per oven van meer dan 300 kg/m³.

4. Chemische industrie : onder fabricage in de zin van de categorieën van activiteiten van deze paragraaf wordt verstaan de fabricage van in de onderdelen *a)* tot en met *g)* genoemde stoffen of groepen van stoffen op industriële schaal door chemische omzetting :

a) Chemische installaties voor de fabricage van organisch-chemische basisproducten, zoals :

i) eenvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische);

ii) zuurstofhoudende koolwaterstoffen zoals alcoholen, aldehyden, ketonen, carbonzuren, esters, acetaten, éthers, peroxiden, epoxyharsen;

iii) zwavelhoudende koolwaterstoffen;

iv) stikstofhoudende koolwaterstoffen zoals aminen, amiden, nitroso-, nitro- en nitraatverbindingen, nitrillen, cyanaten, isocyanaten;

v) fosforhoudende koolwaterstoffen;

vi) halogeenhoudende koolwaterstoffen;

vii) organometaalverbindingen;

viii) kunststofbasisproducten (polymeren, kunstvezels en cellulosevezels);

ix) synthetisch rubber;

x) kleurstoffen en pigmenten;

xi) tensioactieve stoffen en tensiden;

b) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que :

i) gaz, notamment ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés soufrés, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle;

ii) acides, notamment acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;

iii) bases, notamment hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;

iv) sels, notamment chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;

iv) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium;

c) Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés);

d) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides;

e) Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication de produits pharmaceutiques de base;

f) Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs;

g) Installations chimiques dans lesquelles un traitement chimique ou biologique est utilisé pour produire des additifs protéiques aux aliments des animaux, des ferments et d'autres substances protéiques.

5. Gestion des déchets :

— Installations pour l'incinération, la valorisation, le traitement chimique et la mise en décharge des déchets dangereux;

— Installations pour l'incinération des déchets municipaux, d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure;

— Installations pour l'élimination des déchets non dangereux, d'une capacité de plus de 50 tonnes par jour;

— Décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.

6. Installations de traitement des eaux usées d'une capacité supérieure à 150 000 équivalents-habitants.

7. Installations industrielles destinées à :

a) la fabrication de pâte à papier à partir de bois ou d'autres matières fibreuses;

b) la fabrication de papier et de carton, d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.

8. a) Construction de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance ainsi que d'aéroports (2) dotés d'une piste de décollage et d'atterrissage principale d'une longueur d'au moins 2 100 mètres;

b) Construction d'autoroutes et de voies rapides (3);

c) Construction d'une nouvelle route à quatre voies ou plus, ou alignement et/ou élargissement d'une route existante à deux voies ou moins pour en faire une route à quatre voies ou plus, lorsque la nouvelle route ou la section de route alignée et/ou élargie doit avoir une longueur ininterrompue d'au moins 10 kilomètres.

9. a) Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes;

b) Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles aux bateaux de plus de 1 350 tonnes.

10. Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines lorsque le volume annuel d'eaux à capter ou à recharger atteint ou dépasse 10 millions de mètres cubes.

b) Chemische installaties voor de fabricage van anorganisch-chemische basisproducten, zoals :

i) van gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofoxiden, waterstof, zwaveldioxide, carbonyldichloride;

ii) van zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwaveligzuren;

iii) van basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide;

iv) van zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat;

v) van niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide;

c) Chemische installaties voor de fabricage van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen);

d) Chemische installaties voor de fabricage van basisproducten voor gewasbescherming en van biociden;

e) Installaties voor de fabricage van farmaceutische basisproducten die een chemisch of biologisch procédé gebruiken;

f) Chemische installaties voor de fabricage van explosieven;

g) Chemische installaties waarin een chemische of biologische bewerking wordt toegepast voor de fabricage van eiwitadditieven voor voedsel, gisten en andere eiwitstoffen.

5. Afvalbeheer :

— Installaties voor de verbranding, de nuttige toepassing, de chemische behandeling of het storten van gevaarlijke afvalstoffen;

— Installaties voor de verbranding van stedelijk afval met een capaciteit van meer dan 3 ton per uur;

— Installaties voor de verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 50 ton per dag;

— Stortplaatsen die meer dan 10 ton per dag ontvangen of een totale capaciteit van meer dan 25 000 ton hebben, met uitzondering van stortplaatsen voor inerte afvalstoffen.

6. Rioolwaterzuiveringsinstallaties met een capaciteit van meer dan 150 000 inwonerequivalenten.

7. Industriële installaties voor :

a) de fabricage van papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;

b) de fabricage van papier en karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

8. a) Aanleg van spoorlijnen voor spoorverkeer over lange afstand en aanleg van vliegvelden (2) met een start- en landingsbaan van ten minste 2 100 meter.

b) Aanleg van autosnelwegen en autowegen (3);

c) Aanleg van nieuwe wegen met vier of meer rijstroken, of verlegging en/of verbreding van bestaande wegen met twee rijstroken of minder tot wegen met vier of meer rijstroken, wanneer de nieuwe weg, het verlegde en/of verbrede weggedeelte een ononderbroken lengte van 10 km of meer heeft.

9. a) Waterwegen en havens voor de binnenscheepvaart voor schepen van meer dan 1 350 ton;

b) Zeehandelsnavens, met het land verbonden en buiten havens gelegen pieren voor lossen en laden (met uitzondering van pieren voor veerboten) die schepen van meer dan 1 350 ton kunnen ontvangen.

10. Werkzaamheden voor het onttrekken of kunstmatig aanvullen van grondwater wanneer het jaarlijks volume onttrokken of aangevuld water 10 miljoen m³ of meer bedraagt.

11. a) Ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque cette opération vise à prévenir d'éventuelles pénuries d'eau et que le volume annuel des eaux transvasées dépasse 100 millions de mètres cubes;

b) Dans tous les autres cas, ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque le débit annuel moyen, sur plusieurs années, du bassin de prélèvement dépasse 2 000 millions de mètres cubes et que le volume des eaux transvasées dépasse 5 % de ce débit.

Dans les deux cas, les transvasements d'eau potable amenée par canalisations sont exclus.

12. Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales, lorsque les quantités extraites dépassent 500 tonnes de pétrole et 500 000 m³ de gaz par jour.

13. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de façon permanente lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker dépasse 10 millions de mètres cubes.

14. Canalisations pour le transport de gaz, de pétrole ou de produits chimiques, d'un diamètre supérieur à 800 millimètres et d'une longueur supérieure à 40 kilomètres.

15. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus de :

a) 40 000 emplacements pour la volaille;

b) 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg), ou

c) 750 emplacements pour truies.

16. Carrières et exploitations minières à ciel ouvert lorsque la surface du site dépasse 25 hectares ou, pour les tourbières, 150 hectares.

17. Construction de lignes aériennes de transport d'énergie électrique d'une tension de 220 kilovolts ou plus et d'une longueur supérieure à 15 kilomètres.

18. Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques, d'une capacité de 200 000 tonnes ou plus.

19. Autres activités :

— installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisage) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour;

— installations destinées au tannage des peaux, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour;

a) abattoirs d'une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour;

b) traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de :

i) matières premières animales (autres que le lait), d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour;

ii) matières premières végétales, d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle);

c) traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle);

— installations destinées à l'élimination ou au recyclage de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour;

— installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de revêtement, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kilogrammes par heure ou de plus de 200 tonnes par an;

— installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.

11. a) Projecten voor de overbrenging van water tussen stroomgebieden wanneer deze overbrenging ten doel heeft eventuele waterschaarste te voorkomen en de hoeveelheid overgebracht water meer bedraagt dan 100 miljoen m³ per jaar;

b) In alle andere gevallen, projecten voor de overbrenging van water tussen stroomgebieden wanneer het meerjarig gemiddelde jaardebiet van het bekken waaraan het water wordt onttrokken meer bedraagt dan 2 000 miljoen m³ per jaar en de hoeveelheid overgebracht water 5 % van dit debiet overschrijdt.

In beide gevallen is overbrenging van via leidingen aangevoerd drinkwater uitgesloten.

12. Commerciële winning van aardolie en aardgas wanneer de gewonnen hoeveelheid meer dan 500 ton aardolie per dag of meer dan 500 000 m³ aardgas per dag bedraagt.

13. Stuwdammen en andere installaties voor het stuwen of permanent opslaan van water, wanneer een nieuwe of extra hoeveelheid water van meer dan 10 miljoen m³ wordt gestuwd of opgeslagen.

14. Pijpleidingen voor gas, olie of chemicaliën met een diameter van meer dan 800 mm en een lengte van meer dan 40 km.

15. Installaties voor intensieve pluimvee- of varkenshouderij met meer dan :

a) 40 000 plaatsen voor pluimvee;

b) 2 000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg), of

c) 750 plaatsen voor zeugen.

16. Steengroeven en dagbouwminnen met een terreinoppervlakte van meer dan 25 hectare, of turfwinning met een terreinoppervlakte van meer dan 150 hectare.

17. Aanleg van bovengrondse hoogspanningsleidingen van 220 kV of meer en langer dan 15 km.

18. Installaties voor de opslag van aardolie, petrochemische of chemische producten met een capaciteit van 200 000 ton of meer.

19. Overige activiteiten :

— installaties voor de voorbehandeling (wassen, bleken, merceriseren) of het verven van vezels of textiel met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag;

— installaties voor het looien van huiden met een verwerkingscapaciteit van meer dan 12 ton eindproducten per dag;

a) abattoirs met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag geslachte dieren;

b) bewerking en verwerking bestemd voor de fabricage van levensmiddelen van :

i) dierlijke grondstoffen (andere dan melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton eindproducten per dag;

ii) plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 ton eindproducten per dag (gemiddelde waarde op kwartaalbasis);

c) bewerking en verwerking van melk, met een hoeveelheid ontvangen van melk van meer dan 200 ton per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis);

— installaties voor de destructie of verwerking van kadavers en dierlijk afval met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag;

— installaties voor de oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten waarin organische oplosmiddelen worden gebruikt, in het bijzonder voor het appreteren, bedrukken, het aanbrengen van een laag, het ontvetten, het vocht dicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren, met een verbruikcapaciteit van meer dan 150 kg oplosmiddel per uur of meer dan 200 ton per jaar;

— installaties voor de fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering.

20. Toute activité non visée aux paragraphes 1^{er} à 19 ci-dessus pour laquelle la participation du public est prévue dans le cadre d'une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement conformément à la législation nationale.

21. Les dispositions du paragraphe 1^{er} a), de l'article 6 de la présente Convention ne s'appliquent à aucune des activités mentionnées ci-dessus qui sont entreprises exclusivement ou essentiellement pour rechercher, mettre au point et expérimenter de nouvelles méthodes ou de nouveaux produits et ne doivent pas durer plus de deux ans à moins qu'elles ne risquent d'avoir un effet préjudiciable important sur l'environnement ou la santé.

22. Toute modification ou extension des activités qui répond en elle-même aux critères ou aux seuils énoncés dans la présente annexe est régie par le paragraphe 1^{er} a), de l'article 6, de la présente Convention. Toute autre modification ou extension d'activités relève du paragraphe 1^{er}, b) de l'article 6, de la présente Convention.

Notes

(1) Les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires cessent d'être des installations nucléaires lorsque tous les combustibles nucléaires et tous les autres éléments contaminés ont été définitivement retirés du site d'implantation.

(2) Aux fins de la présente Convention, la notion d'« aéroport » correspond à la définition donnée dans la Convention de Chicago de 1944 portant création de l'Organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14).

(3) Aux fins de la présente Convention, on entend par « voie rapide » une route répondant à la définition donnée dans l'Accord européen du 15 novembre 1975 sur les grandes routes de trafic international.

Annexe II

Arbitrage

1. Dans le cas d'un différend soumis à l'arbitrage en vertu du paragraphe 2 de l'article 16 de la présente Convention, une partie (ou les parties) notifie(nt) au secrétariat l'objet de l'arbitrage et indique(nt), en particulier, les articles de la présente Convention dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. La (ou les) partie(s) requérante(s) et l'autre (ou les autres) partie(s) au différend nomment un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre qui est le président du tribunal arbitral. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à quelque autre titre que ce soit.

3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des parties au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4. Si, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

20. Activiteiten die niet vallen onder de voorgaande paragrafen 1 tot en met 19 wanneer in inspraak is voorzien ingevolge een procedure voor milieu-effectbeoordeling in overeenstemming met nationale wetgeving.

21. De bepaling van artikel 6, eerste lid, onderdeel a), van dit Verdrag is niet van toepassing op de hiervoor genoemde projecten die uitsluitend of voornamelijk worden uitgevoerd voor onderzoek, ontwikkeling en het testen van nieuwe methoden of producten gedurende minder dan twee jaar, tenzij aannemelijk is dat zij een aanzienlijk nadelig effect hebben op milieu of gezondheid.

22. Op elke wijziging of uitbreiding van activiteiten is, wanneer zulk een wijziging of uitbreiding op zichzelf voldoet aan de in deze bijlage omschreven criteria/drempels, artikel 6, eerste lid, onderdeel a), van dit Verdrag van toepassing. Op elke andere wijziging of uitbreiding van activiteiten is artikel 6, eerste lid, onderdeel b), van dit Verdrag van toepassing.

Nota's

(1) Kerncentrales en andere kernreactoren houden op zulke installaties te zijn wanneer alle splijtstoffen en andere radioactief besmette elementen permanent van de plaats van de installatie zijn verwijderd.

(2) Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder « vliegveld » verstaan een vliegveld dat beantwoordt aan de definitie van het Verdrag inzake de internationale burgerluchtvaart (Chicago, 1944), tot oprichting van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (bijlage 14).

(3) Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder « autoweg » verstaan een weg die beantwoordt aan de definitie van de Europese Overeenkomst inzake internationale hoofdverkeerswegen van 15 november 1975.

Bijlage II

Arbitrage

1. Indien een geschil aan arbitrage wordt onderworpen ingevolge artikel 16, tweede lid, van dit Verdrag, stelt/stellen een of meer van de partijen bij het geschil het secretariaat in kennis van het onderwerp van arbitrage, onder vermelding van de artikelen van dit Verdrag over de uitlegging of toepassing waarvan een geschil is ontstaan. Het secretariaat zendt de ontvangen informatie toe aan alle Partijen bij dit Verdrag.

2. Het scheidsgerecht bestaat uit drie leden. De eisende partij(en) en de andere partij(en) bij het geschil benoemen elk een arbiter, en de twee aldus benoemde arbiters wijzen met gezamenlijke instemming de derde arbiter aan, die voorzitter van het scheidsgerecht wordt. De derde arbiter mag geen onderdaan van een van de partijen bij het geschil zijn, noch mag hij of zij zijn of haar gewone verblijfplaats op het grondgebied van een van die partijen hebben, of in dienst zijn bij een van hen, of in een andere hoedanigheid reeds bij de aangelegenheid betrokken zijn geweest.

3. Indien de voorzitter van het scheidsgerecht niet is aangewezen binnen twee maanden na de benoeming van de tweede arbiter, wijst de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, op verzoek van een van beide partijen bij het geschil, binnen een nieuwe termijn van twee maanden de voorzitter aan.

4. Indien een van de partijen bij het geschil niet binnen een maand nadat zij het verzoek daartoe heeft ontvangen, een arbiter heeft benoemd, kan de andere partij dit mededelen aan de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, die binnen een nieuwe termijn van twee maanden de voorzitter van het scheidsgerecht aanwijst. Vervolgens verzoekt de voorzitter van het scheidsgerecht de partij die nog geen arbiter heeft benoemd, dit binnen twee maanden te doen. Indien zij dit binnen dat tijdvak niet doet, deelt de voorzitter dit mede aan de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, die vervolgens binnen een volgend tijdvak van twee maanden de benoeming verricht.

5. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

6. Tout tribunal arbitral constitué en application des dispositions de la présente annexe arrête lui-même sa procédure.

7. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur les questions de procédure que sur le fond, sont prises à la majorité de ses membres.

8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures voulues pour établir les faits.

9. Les parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition :

a) lui fournissent tous les documents, facilités et renseignements pertinents;

b) lui permettent, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.

10. Les parties et les arbitres protègent le secret de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant la procédure d'arbitrage.

11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des parties, recommander des mesures conservatoires.

12. Si l'une des parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence définitive. Le fait pour une partie de ne pas se présenter ou de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure.

13. Le tribunal arbitral peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

14. A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux parties.

15. Toute Partie à la présente Convention qui a, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision rendue dans l'affaire peut intervenir dans la procédure, avec l'accord du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle il a été constitué, à moins qu'il ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est assortie d'un exposé des motifs. Elle est définitive et obligatoire pour toutes les parties au différend. Le tribunal arbitral la communique aux parties au différend et au secrétariat. Ce dernier transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

18. Tout différend entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des parties au tribunal arbitral qui a rendu ladite sentence ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

5. Het scheidsgerecht neemt zijn beslissing in overstemming met het internationale recht en met de bepalingen van dit Verdrag.

6. Ieder krachtens de bepalingen van deze Bijlage ingesteld scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast.

7. De beslissingen van het scheidsgerecht betreffende zowel procedures als aan hem voorgelegde aangelegenheden worden genomen met een meerderheid van de stemmen van zijn leden.

8. Het scheidsgerecht kan alle passende maatregelen nemen ter vaststelling van de feiten.

9. De partijen bij het geschil doen alles wat in hun vermogen ligt om het werk van het scheidsgerecht te vergemakkelijken, met name door :

a) het scheidsgerecht alle relevante documenten, voorzieningen en informatie te verstrekken;

b) het scheidsgerecht indien nodig in staat te stellen getuigen of deskundigen op te roepen en te horen.

10. De partijen en de arbiters beschermen de vertrouwelijkheid van de informatie die zij gedurende het werk van het scheidsgerecht in vertrouwen verkrijgen.

11. Het scheidsgerecht kan, op verzoek van een van de partijen, tussentijdse beschermingsmaatregelen aanbevelen.

12. Indien een van de partijen bij het geschil niet voor het scheidsgerecht verschijnt of haar zaak niet verdedigt, kan de andere partij het scheidsgerecht verzoeken de procedure voort te zetten en zijn uiteindelijke beslissing te nemen. Het feit dat een partij niet voor het scheidsgerecht verschijnt of haar zaak niet verdedigt, vormt geen belemmering voor de voortzetting van de procedure.

13. Het scheidsgerecht kan tegeneisen die rechtstreeks voortkomen uit de aangelegenheid die het onderwerp van het geschil is, horen en oever beslissen.

14. Tenzij het scheidsgerecht anders bepaalt vanwege de bijzondere omstandigheden van de zaak, worden de kosten van het scheidsgerecht, met inbegrip van de honorering van zijn leden, in gelijke delen gedragen door de partijen bij het geschil. Het scheidsgerecht houdt een overzicht van al zijn kosten bij, en verstrekt de partijen daarvan een eindopgave.

15. Iedere Partij bij dit Verdrag die een belang ten aanzien van het recht heeft bij de aangelegenheid die het onderwerp van het geschil is, en waarvoor de beslissing van het scheidsgerecht gevolgen kan hebben, kan zich met de instemming van het scheidsgerecht voegen in de procedure.

16. Het scheidsgerecht doet zijn uitspraak binnen vijf maanden na de datum waarop het werd ingesteld, tenzij het het noodzakelijk acht deze termijn te verlengen met een termijn van ten hoogste vijf maanden.

17. De uitspraak van het scheidsgerecht dient vergezeld te gaan van een uiteenzetting van de gronden. De uitspraak is onherroepelijk en bindend voor alle partijen bij het geschil. De uitspraak wordt door het scheidsgerecht toegezonden aan de partijen bij het geschil en aan het secretariaat. Het secretariaat zendt de ontvangen informatie toe aan alle Partijen bij dit Verdrag.

18. Ieder geschil dat tussen partijen ontstaat betreffende de uitlegging of tenuitvoerlegging van de uitspraak kan door elk van de partijen worden voorgelegd aan het scheidsgerecht dat de uitspraak heeft gedaan of, indien het daaraan niet kan worden voorgelegd, aan een ander scheidsgerecht dat hiertoe wordt ingesteld op dezelfde wijze als het eerstbedoelde scheidsgerecht.

**Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice
en matière d'environnement, et annexes I^{er} et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998.**

LISTE DES ETATS LIES

ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION ACCEPTATION APPROBATION ADHESION	(A) (AA) (a)
Albanie	25 juin 1998	27 juin 2001	
Allemagne	21 décembre 1998		
Arménie	25 juin 1998	1 ^{er} août 2001	
Autriche	25 juin 1998		
Azerbaïdjan		23 mars 2000	a
Belarus	16 décembre 1998	9 mars 2000	AA
Belgique	25 juin 1998	21 janvier 2003	
Bulgarie	25 juin 1998		
Chypre	25 juin 1998		
Communauté européenne	25 juin 1998		
Croatie	25 juin 1998		
Danemark	25 juin 1998	29 septembre 2000	AA
Espagne	25 juin 1998		
Estonie	25 juin 1998	2 août 2001	
Ex-République yougoslave de Macédoine		22 juillet 1999	a
Finlande	25 juin 1998		
France	25 juin 1998	8 juillet 2002	AA
Géorgie	25 juin 1998	11 avril 2000	
Grèce	25 juin 1998		
Hongrie	18 décembre 1998	3 juillet 2001	
Irlande	25 juin 1998		
Islande	25 juin 1998		
Italie	25 juin 1998	13 juin 2001	
Kazakhstan	25 juin 1998	11 janvier 2001	
Kirghistan		1 ^{er} mai 2001	a
Lettonie	25 juin 1998	14 juin 2002	
Liechtenstein	25 juin 1998		
Lituanie	25 juin 1998	28 janvier 2002	
Luxembourg	25 juin 1998		
Malte	18 décembre 1998	23 avril 2002	
Monaco	25 juin 1998		
Norvège	25 juin 1998		
Pays-Bas	25 juin 1998		
Pologne	25 juin 1998	15 février 2002	
Portugal	25 juin 1998		
République de Moldova	25 juin 1998	9 août 1999	
République tchèque	25 juin 1998		
Roumanie	25 juin 1998	11 juillet 2000	
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	25 juin 1998		
Slovénie	25 juin 1998		
Suède	25 juin 1998		
Suisse	25 juin 1998		
Tadjikistan		17 juillet 2001	a
Turkmenistan		25 juin 1999	a
Ukraine	25 juin 1998	18 novembre 1999	

Conformément à son article 20 (1) cet Accord est entré en vigueur le 30 octobre 2001.

**Verdrag betreffende de toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden,
en bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998.**

LIJST MET DE GEBONDEN STATEN

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING AANVAARDING GOEDKEURING TOETREDING	(A) (AA) (a)
Albanië	25 juni 1998	27 juni 2001	
Armenië	25 juni 1998	1 augustus 2001	
Azerbeïdzjan		23 maart 2000	a
Belarus	16 december 1998	9 maart 2000	AA
België	25 juni 1998	21 januari 2003	
Bulgarije	25 juni 1998		

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING AANVAARDING GOEDKEURING TOETREDING	(A) (AA) (a)
Cyprus	25 juni 1998		
De voormalige Joegoslavische Republiek van Macedonië		22 juli 1999	a
Denemarken	25 juni 1998	29 september 2000	AA
Duitsland	21 december 1998		
Estland	25 juni 1998	2 augustus 2001	
Europese Gemeenschap	25 juni 1998		
Finland	25 juni 1998		
Frankrijk	25 juni 1998	8 juli 2002	AA
Georgië	25 juni 1998	11 april 2000	
Griekenland	25 juni 1998		
Hongarije	18 december 1998	3 juli 2001	
Ierland	25 juni 1998		
IJsland	25 juni 1998		
Italië	25 juni 1998	13 juni 2001	
Kazachstan	25 juni 1998	11 januari 2001	
Kroatië	25 juni 1998		
Kyrgyzstan		1 mei 2001	a
Letland	25 juni 1998	14 juni 2002	
Liechtenstein	25 juni 1998		
Litouwen	25 juni 1998	28 januari 2002	
Luxemburg	25 juni 1998		
Malta	18 december 1998	23 april 2002	
Monaco	25 juni 1998		
Nederland	25 juni 1998		
Noorwegen	25 juni 1998		
Oekraïne	25 juni 1998	18 november 1999	
Oostenrijk	25 juni 1998		
Polen	25 juni 1998	15 februari 2002	
Portugal	25 juni 1998		
Republiek Moldavië	25 juni 1998	9 augustus 1999	
Roemenië	25 juni 1998	11 juli 2000	
Slovenië	25 juni 1998		
Spanje	25 juni 1998		
Tadzjikistan		17 juli 2001	a
Tsjechische Republiek	25 juni 1998		
Turkmenistan		25 juni 1999	a
Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	25 juni 1998		
Zweden	25 juni 1998		
Zwitserland	25 juni 1998		

Overeenkomstig zijn artikel 20 (1) is het Verdrag in werking getreden op 30 oktober 2001.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 2003 — 1577

[C — 2003/15074]

7 AVRIL 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 novembre 2002 fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43ter, § 4, inséré par la loi du 12 juin 2002;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 2002 portant création du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, modifié par les arrêtés royaux des 14 octobre 2002 et 7 février 2003;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 2003 — 1577

[C — 2003/15074]

7 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43ter, § 4, ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 oktober 2002 en 7 februari 2003;